



2. Economie

2. Economie

2.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

2.1.1. Évolution du PIB	37
2.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA)	38

2.2. Emploi

2.2.1. Secteur public	40
2.2.2. Secteur privé	43

2.3. Chiffre d'affaires

2.3.1. Évolution du chiffre d'affaires	48
2.3.2. Évolution du chiffre d'affaires par GSA	48
2.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois par GSA en 2014	49

2.4. Activités financières

2.4.1. Établissements financiers	50
2.4.2. Évolution des dépôts, titres et crédits	50

2.5. Focus sectoriels

2.5.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	51
2.5.2. Commerce de détail	53
2.5.3. Commerce de gros	55
2.5.4. Hébergement et restauration	57
2.5.5. Industries manufacturières, extractives et autres	59

2.6. Marché de l'immobilier

2.6.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements	61
2.6.2. Ventes immobilières	62
2.6.3. Reventes immobilières	63
2.6.4. Prix moyen et médian des reventes immobilières	64
2.6.5. Évolution du prix au mètre carré (m ²) des reventes immobilières	64
2.6.6. Reventes immobilières par quartier	65

2.7. Répertoire du Numéro d'Identification Statistique (NIS)

2.7.1. Créations et radiations d'activité par GSA ..	66
2.7.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)	66
2.7.3. Gouvernance d'entreprises	67

2.8. Tourisme

2.8.1. Secteur hôtelier	68
2.8.2. Tourisme d'affaires	71
2.8.3. Croisières	72
2.8.4. Classement des restaurants	73
2.8.5. Structures d'accueil	73

2.9. Finances publiques

2.9.1. Budget de l'État	74
2.9.2. Recettes de l'État	75
2.9.3. Dépenses de l'État	76
2.9.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)	77
2.9.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)	78
2.9.6. Monopoles exploités par l'État	80
2.9.7. Monopoles concédés par l'État	82
2.9.8. Évolution des traitements de la Fonction publique	83

2.10. Commerce extérieur

2.10.1. Échanges commerciaux	84
2.10.2. Échanges commerciaux par types de produits	85
2.10.3. Balance commerciale	86
2.10.4. Échanges commerciaux par zones géographiques	87
2.10.5. Exportations par pays	88

2.11. Propriété Intellectuelle, Marques et Brevets, Dessins et Modèles

2.11.1. Dossiers gérés par l'Office par domaine	89
2.11.2. Activité des titres de propriétés industrielle en Principauté	89

2.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

Source : IMSEE

2.1.1. Évolution du PIB

Le PIB monégasque pour l'année 2013 s'élève à 4,94 milliards d'euros contre 4,48 milliards en 2012. Le taux de croissance, calculé sur le PIB corrigé de l'effet inflation, est de +9,3 %.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIB en valeur en millions d'euros	3 380	3 653	4 287	4 422	3 925	4 049	4 374	4 482	4 938
<i>Indice des prix⁽¹⁾</i>	92,1	94,1	96,5	98,8	98,9	100,0	100,9	102,2	103,0
PIB en volume en millions d'euros	3 668	3 881	4 441	4 474	3 967	4 049	4 333	4 387	4 796
Évolution en volume		5,8%	14,4%	0,7%	-11,3%	2,1%	7,0%	1,2%	9,3%

La richesse produite en Principauté en 2013 est en forte augmentation par rapport à celle produite l'année précédente.

Après le tassement constaté en 2009, le PIB 2013 en valeur dépasse pour la deuxième année consécutive son niveau d'avant crise enregistré en 2008 (4,47 milliards).

L'observation de la structure du PIB en volume montre que l'ensemble des composantes du PIB a participé positivement au résultat.

À la différence des dernières années où l'emploi avait été le moteur de la croissance, c'est en 2013 l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) des entreprises qui connaît la plus forte progression. En net recul en 2012 (-3,4 %), il progresse fortement (+15 %) en 2013 et dépasse pour la première fois depuis 2008 son niveau alors atteint.

La masse salariale globale, qui représente plus de 51 % de la richesse créée en Principauté, progresse de 3,9 % en volume, sous l'effet de l'augmentation de 2,7 % du nombre d'emplois au 31 décembre 2013.

Les impôts versés sur les produits ont également progressé de 8,7 %. Ils contribuent à hauteur de 12 % à la richesse produite.

Les subventions enfin, en repli de 6,1 % participent positivement au résultat.

PIB per capita⁽²⁾	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Population totale retenue	68 973	70 471	72 311	74 144	73 244	74 182	74 016	75 193	77 064
PIB "per capita" en euros courants	49 000	51 838	59 292	59 634	53 586	54 579	59 098	59 609	64 082
<i>Indice des prix⁽¹⁾</i>	92,1	94,1	96,5	98,8	98,9	100,0	100,9	102,2	103,0
PIB "per capita" en euros constants	53 183	55 073	61 417	60 336	54 165	54 579	58 546	58 349	62 232
Évolution en volume		3,6%	11,5%	-1,8%	-10,2%	0,8%	7,3%	-0,3%	6,7%
PIB par salarié	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Population salariée	44 209	45 636	47 165	48 695	48 334	49 276	48 697	49 609	50 792
PIB "par salarié" en euros courants	76 448	80 048	90 903	90 800	81 203	82 166	89 825	90 350	97 227
<i>Indice des prix⁽¹⁾</i>	92,1	94,1	96,5	98,8	98,9	100,0	100,9	102,2	103,0
PIB "par salarié" en euros constants	82 974	85 043	94 162	91 869	82 080	82 166	88 985	88 440	94 422
Évolution en volume		2,5%	10,7%	-2,4%	-10,7%	0,1%	8,3%	-0,6%	6,8%

Le PIB par salarié s'élève à 97 227 euros. Il augmente de 6,8 % en volume. Cette croissance plus faible que celle du PIB s'explique par l'augmentation de la population de référence (+2,4 %).

⁽¹⁾ Source : INSEE

⁽²⁾ La population de référence retenue pour le calcul du PIB "per capita" comprend deux composantes : la population résidente et celle salariée non-résidente présente sur le territoire économique.

2.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

Source : IMSEE

2.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA)

Les performances économiques sectorielles font apparaître de grandes disparités selon l'activité. Ainsi, si le secteur des Activités immobilières progresse fortement, celui des Autres activités de service est en recul.

	En valeur		En volume		Poids	Variation
	2012	2013	2012	2013		
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	771,3	823,2	755,0	799,5	16,7%	5,9%
Activités financières et d'assurance	750,5	822,6	734,6	798,9	16,7%	8,7%
Activités immobilières	339,3	414,8	332,1	402,8	8,4%	21,3%
Commerce de gros	372,7	412,0	364,8	400,1	8,3%	9,7%
Administration, enseignement, santé et action sociale	361,9	403,6	354,3	392,0	8,2%	10,7%
Construction	325,3	381,5	318,4	370,5	7,7%	16,4%
Hébergement et restauration	321,1	360,3	314,3	349,9	7,3%	11,3%
Commerce de détail	311,3	346,9	304,7	336,9	7,0%	10,5%
Industries manufacturières, extractives et autres	252,6	307,5	247,3	298,7	6,2%	20,8%
Information et communication	255,3	243,3	249,9	236,3	4,9%	-5,5%
Autres activités de services	252,6	230,1	247,3	223,5	4,7%	-9,6%
Transport et entreposage	168,2	192,6	164,6	187,0	3,9%	13,6%
PIB	4 482,2	4 938,4	4 387,4	4 795,9	100%	9,3%

Un tiers du PIB monégasque est produit par 2 secteurs :

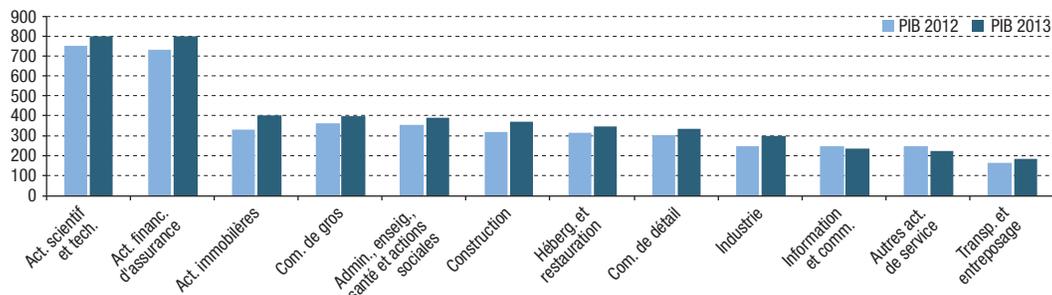
- Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (16,7 %) ;
- Activités financières et d'assurance (16,7 %).

Le secteur des Activités immobilières, bénéficiant d'une conjoncture favorable, enregistre la plus forte progression (+21,3 %). Son poids dans le PIB passe de 7,6 % à 8,4 %. Il devient le 3^e contributeur au PIB.

Le secteur de la Construction est porté en 2013 par la réalisation de grands chantiers en Principauté ; il enregistre une croissance de 16,4 %.

L'industrie connaît une évolution positive (+20,8 %) directement produite par des opérations exceptionnelles d'un seul intervenant et par des régularisations de TVA. Ces opérations masquent la véritable activité du secteur dont le nombre d'emplois est en repli de 2 %.

Le secteur des Autres activités de service est en recul de 9,6 % sous l'effet négatif d'acteurs majeurs du secteur. Il représente moins de 5 % du PIB total.



Unité : millions d'euros

2.2. Emploi

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco

Les données de l'emploi proviennent de deux sources différentes : la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique (DRHFFP) pour le secteur public et les Caisses Sociales de Monaco (CSM) pour le secteur privé.

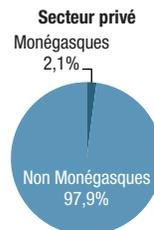
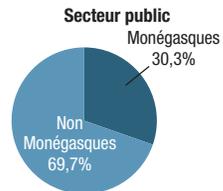
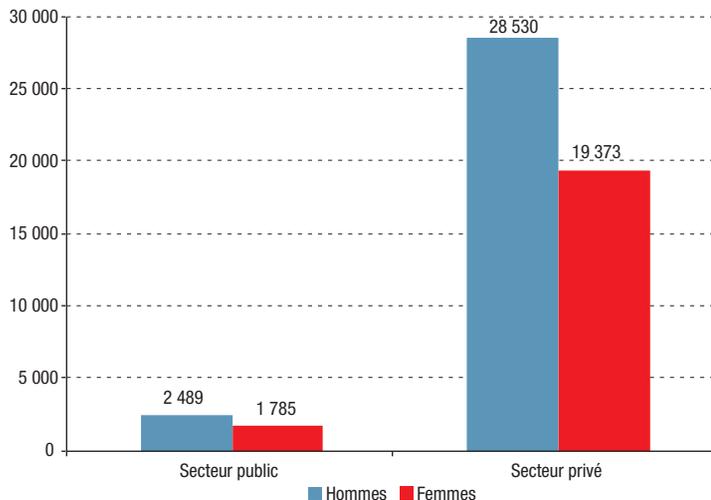
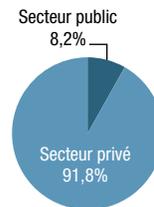
La partie 2.2.1. porte sur les effectifs de la Fonction publique et la partie 2.2.2. sur l'emploi du secteur privé (les travailleurs indépendants ne sont pas comptabilisés dans ces données). On distingue dans ce dernier deux unités distinctes : les salariés poids ⁽¹⁾ et les emplois ⁽²⁾.

Les établissements publics sont présentés à la fois dans les secteurs public et privé. En effet, les salariés des établissements publics cotisent aux CSM et sont donc comptabilisés dans le secteur privé. Toutefois, il faut aussi prendre en compte les Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics (au nombre de 9 au 31 décembre 2014), qui pour leur part sont intégrés au secteur public.

Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les Résidences A Quietudine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III) et la Fondation Prince Pierre ⁽³⁾.

Sauf mention contraire, les données sont arrêtées à décembre 2014.

	2011	2012	2013	2014
Secteur public	4 153	4 168	4 192	4 274
Secteur privé	44 544	45 441	46 600	47 903
dont établissements publics	2 047	2 096	2 369	2 423
Total	48 697	49 609	50 792	52 177



⁽¹⁾ La notion de "salarié poids" a été introduite depuis 2012 par les CSM : il s'agit de la représentation d'un salarié sous la forme d'un poids correspondant au prorata des heures effectuées chez ses différents employeurs. Dorénavant, toutes les données publiées sur le nombre de salariés seront calculées en "salarié poids".

⁽²⁾ Un emploi correspond au couple salarié/employeur. Un emploi actif est un emploi pour lequel il aura été déclaré au moins une heure de travail ou un salaire non nul dans la période analysée.

⁽³⁾ Uniquement pour les données 2011 et 2012, l'établissement public ayant été dissout par la Loi n° 1.396 du 13 décembre 2012 au profit de l'association "Fondation Prince Pierre de Monaco".

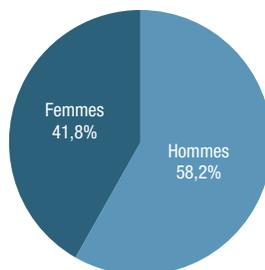
2.2. Emploi

Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

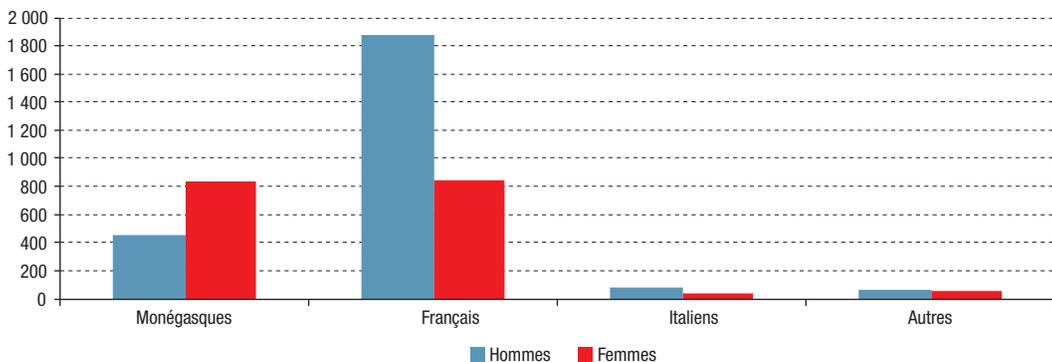
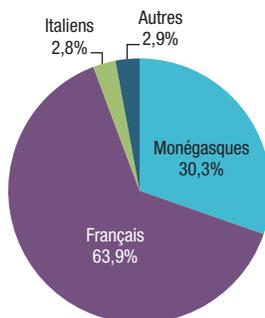
2.2.1. Secteur public

A. Caractéristiques des effectifs

Genre	2013	2014	Variation
Hommes	2 465	2 489	1,0%
Femmes	1 727	1 785	3,4%
Total	4 192	4 274	2,0%



Nationalité	2013	2014	Variation
Monégasques	1 276	1 296	1,6%
Français	2 674	2 733	2,2%
Italiens	116	119	2,6%
Autres	126	126	0,0%
Total	4 192	4 274	2,0%

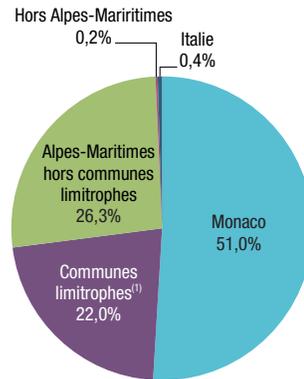


2.2. Emploi

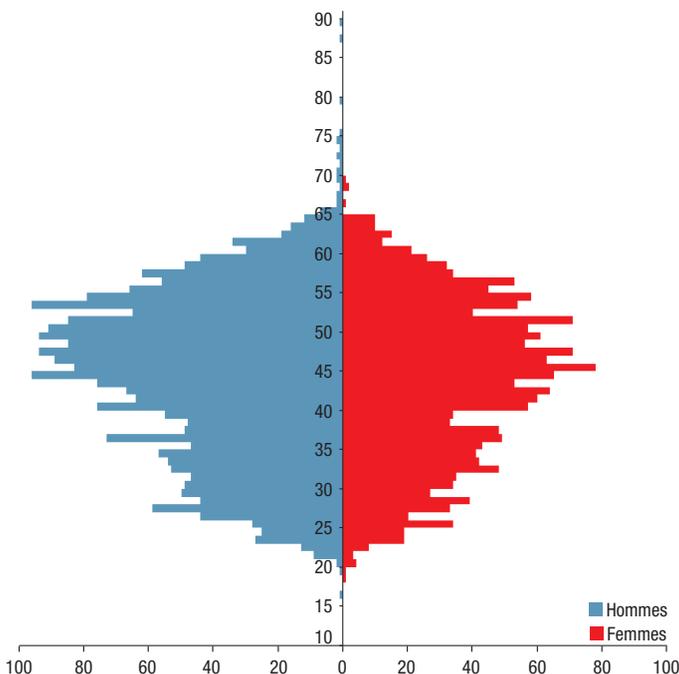
Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

Origine géographique	2013	2014	Variation
Monaco	2 163	2 178	0,7%
France	2 012	2 076	3,2%
Communes limitrophes ⁽¹⁾	909	941	3,5%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	1 093	1 125	2,9%
Hors Alpes-Maritimes	10	10	0,0%
Italie	16	18	12,5%
Autres	1	2	100%
Total	4 192	4 274	2,0%

Commune de résidence	2014
Monaco	2 178
Beausoleil	341
Nice	315
Cap-d'Ail	300
Menton	277
Roquebrune-Cap-Martin	208
Sospel	143
La Turbie	92
Eze	49
Saint-André de la Roche	35



Pyramide des âges de la Fonction publique



⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap-d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

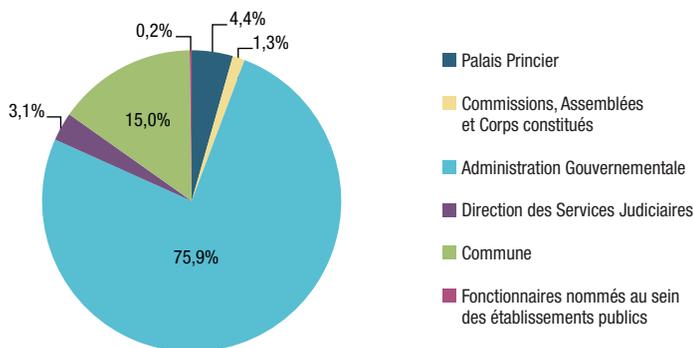
2.2. Emploi

Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

B. Effectifs par rattachement administratif

	2013	2014		
		Hommes	Femmes	Total
Palais Princier	184	131	59	190
Commissions, Assemblées et Corps constitués	54	21	35	56
Administration Gouvernementale	3 217	1 987	1 258	3 245
<i>Ministère d'État</i>	211	104	118	222
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 777	1 102	678	1 780
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	283	98	181	279
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	163	53	121	174
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	692	596	104	700
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	91	34	56	90
Direction des Services Judiciaires	132	55	76	131
Commune	596	292	351	643
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	9	3	6	9
Total	4 192	2 489	1 785	4 274

	2013	2014		
		Monégasques	Non Monégasques	Total
Palais Princier	184	20	170	190
Commissions, Assemblées et Corps constitués	54	38	18	56
Administration Gouvernementale	3 217	1 033	2 212	3 245
<i>Ministère d'État</i>	211	131	91	222
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 777	429	1 351	1 780
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	283	173	106	279
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	163	86	88	174
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	692	136	564	700
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	91	78	12	90
Direction des Services Judiciaires	132	33	98	131
Commune	596	169	474	643
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	9	3	6	9
Total	4 192	1 296	2 978	4 274



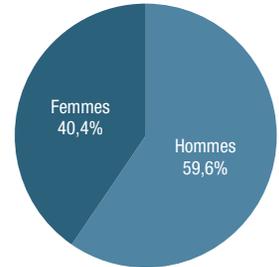
2.2. Emploi

2.2.2. Secteur privé

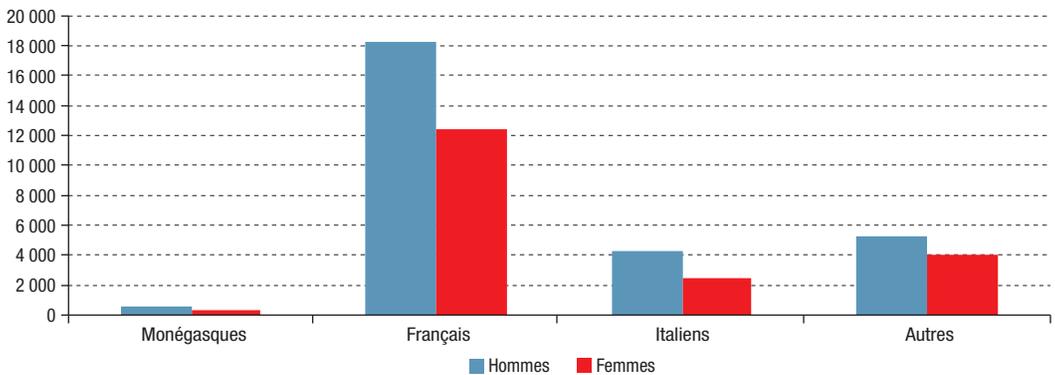
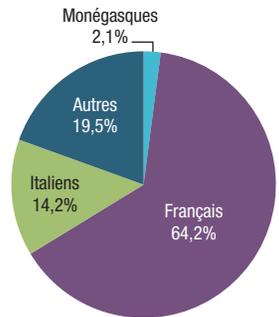
Source : Caisses sociales de Monaco

A. Caractéristiques des salariés

Genre	2011	2012	2013	2014	Variation 13/14
Hommes	26 405	26 917	27 685	28 530	3,1%
Femmes	18 139	18 524	18 914	19 373	2,4%
Total	44 544	45 441	46 600	47 903	2,8%



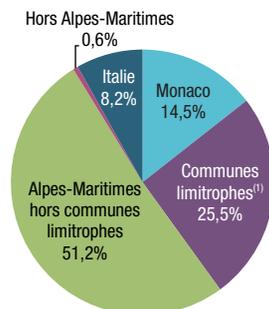
Nationalité	2011	2012	2013	2014	Variation 13/14
Monégasques	916	940	958	995	3,9%
Français	29 475	29 795	30 200	30 774	1,9%
Italiens	6 048	6 245	6 583	6 782	3,0%
Autres	8 104	8 461	8 859	9 352	5,6%
Total	44 544	45 441	46 600	47 903	2,8%



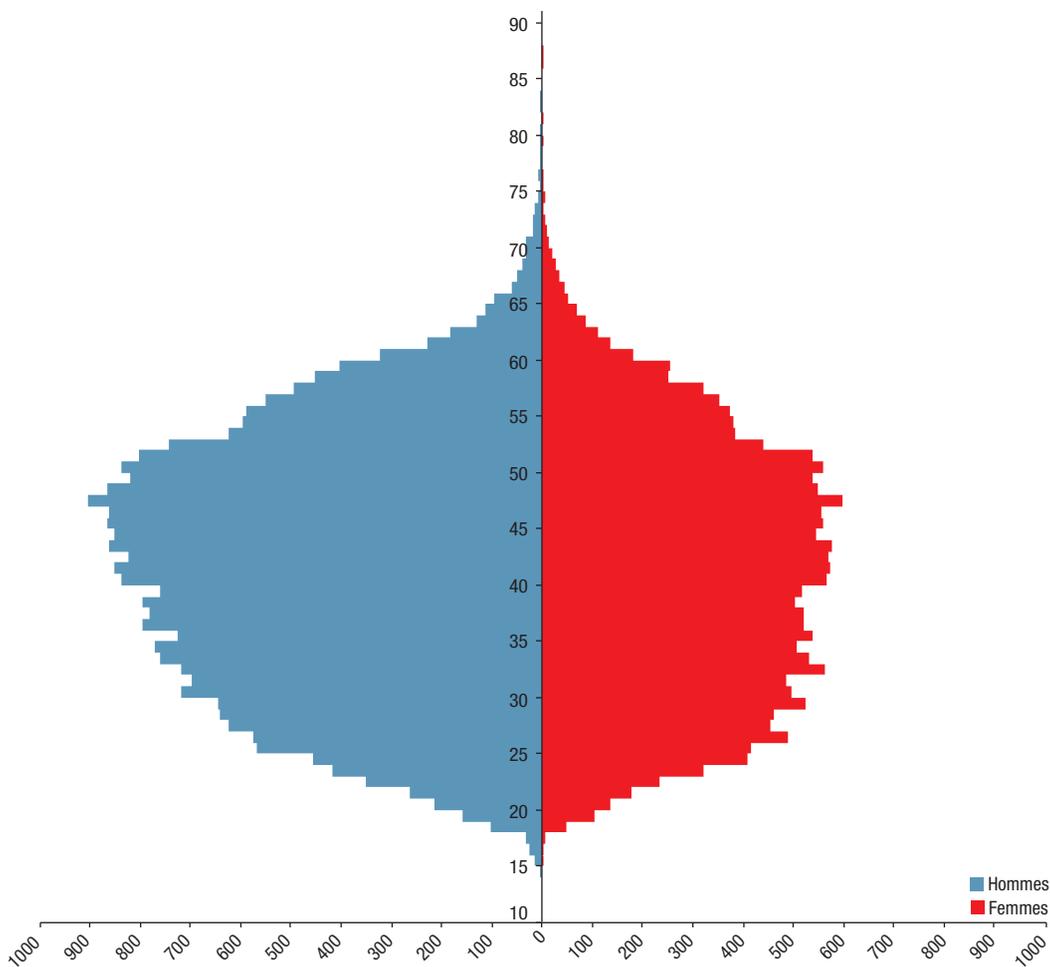
2.2. Emploi

Source : Caisses sociales de Monaco

Origine géographique	2011	2012	2013	2014
Monaco	6 673	6 698	6 771	6 809
France	34 021	34 632	35 463	36 402
<i>Communes limitrophes⁽¹⁾</i>	11 249	11 548	11 809	12 003
<i>Alpes-Maritimes hors communes limitrophes</i>	22 376	22 812	23 373	24 113
<i>Hors Alpes-Maritimes</i>	396	272	281	287
Italie	3 601	3 717	3 829	3 854
Autres	250	395	537	818
Non renseigné	0	0	0	20
Total	44 544	45 441	46 600	47 903



Pyramide des âges des salariés du secteur privé



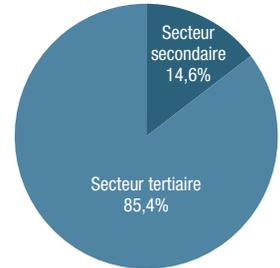
⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap-d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

2.2. Emploi

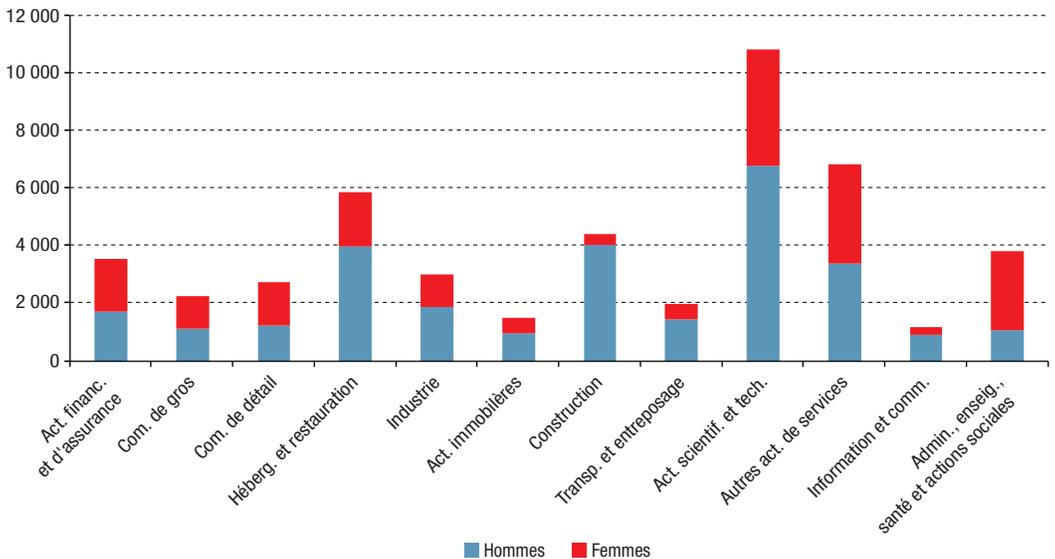
Source : Caisses sociales de Monaco

B. Salariés par secteur

Secteurs économiques	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	4	6	6	6
Secteur secondaire	6 919	6 911	6 959	7 001
Secteur tertiaire	37 621	38 524	39 635	40 896
Total	44 544	45 441	46 600	47 903



Grands secteurs d'activité	2011	2012	2013	2014		
				Hommes	Femmes	Total
Activités financières et d'assurance	3 311	3 424	3 507	1 743	1 823	3 566
Commerce de gros	2 290	2 230	2 171	1 130	1 129	2 259
Commerce de détail	2 606	2 652	2 716	1 233	1 489	2 723
Hébergement et restauration	5 416	5 647	5 960	3 969	1 899	5 868
Industries manufacturières, extractives et autres	3 217	3 146	3 087	1 888	1 137	3 025
Activités immobilières	1 412	1 427	1 471	945	536	1 481
Construction	4 122	4 190	4 297	4 038	364	4 402
Transport et entreposage	1 738	1 842	1 945	1 446	521	1 967
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	9 695	10 013	10 158	6 770	4 025	10 795
Autres activités de services	6 175	6 237	6 390	3 401	3 423	6 824
Information et communication	1 206	1 202	1 172	886	314	1 200
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 356	3 432	3 727	1 080	2 714	3 794
Total	44 544	45 441	46 600	28 530	19 373	47 903



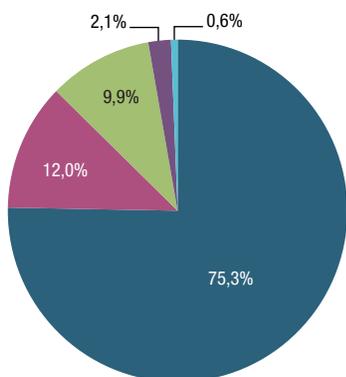
2.2. Emploi

Source : Caisses sociales de Monaco

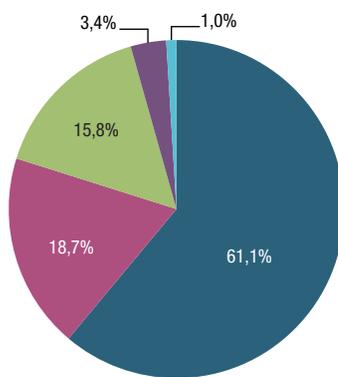
C. Employeurs

Répartition du nombre d'employeurs par GSA et tranche de salariés	< 5	[5 ; 10 [[10 ; 50 [[50 ; 200 [≥ 200	Total
Activités financières et d'assurance	101	44	29	18	2	194
Commerce de gros	242	70	59	4	0	375
Commerce de détail	312	92	60	2	1	467
Hébergement et restauration	72	64	52	7	5	200
Industries manufacturières, extractives et autres	42	23	35	13	3	116
Activités immobilières	341	65	31	0	0	437
Construction	125	63	97	19	1	305
Transport et entreposage	51	27	31	9	0	118
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	333	115	90	27	15	580
Autres activités de services	2 434	71	30	10	4	2 549
<i>dont employeurs des gens de maison</i>	2 056	17	2	0	1	2 076
Information et communication	70	24	22	4	1	121
Administration, enseignement, santé et action sociale	58	10	14	6	3	91
Total	4 181	668	550	119	35	5 553
Total hors employeurs des gens de maison	2 125	651	548	119	34	3 477

Répartition du nombre d'employeurs par tranche de salariés



Répartition du nombre d'employeurs par tranche de salariés (hors employeurs de gens de maison)



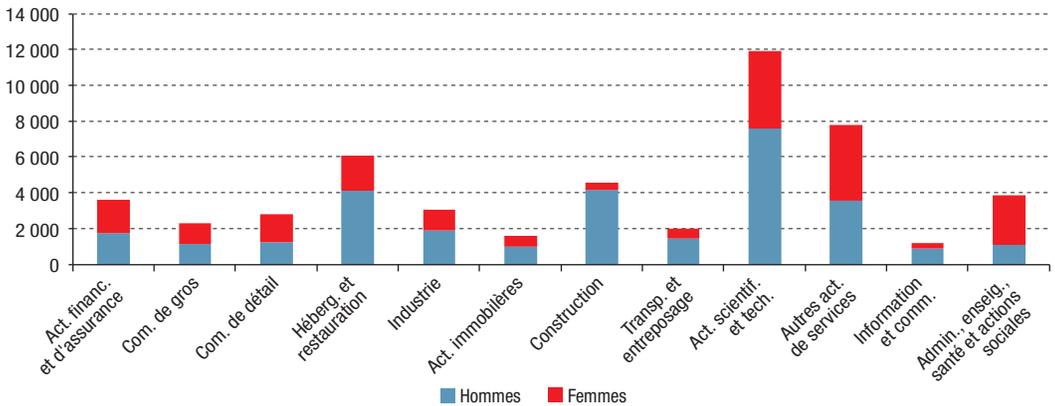
■ < 5 ■ [5 ; 10 [■ [10 ; 50 [■ [50 ; 200 [■ ≥ 200

2.2. Emploi

Source : Caisses sociales de Monaco

D. Emplois par grand secteur d'activité

Grands secteurs d'activité	Hommes		Femmes		Total	
	Nombre	Taux (%)	Nombre	Taux (%)	Nombre	Taux (%)
Activités financières et d'assurance	1 764	5,9%	1 856	8,9%	3 620	7,1%
Commerce de gros	1 148	3,8%	1 177	5,6%	2 325	4,6%
Commerce de détail	1 258	4,2%	1 540	7,4%	2 798	5,5%
Hébergement et restauration	4 105	13,7%	1 967	9,4%	6 072	11,9%
Industries manufacturières, extractives et autres	1 898	6,3%	1 147	5,5%	3 045	6,0%
Activités immobilières	999	3,3%	603	2,9%	1 602	3,1%
Construction	4 171	13,9%	390	1,9%	4 561	9,0%
Transport et entreposage	1 473	4,9%	529	2,5%	2 002	3,9%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	7 589	25,3%	4 340	20,7%	11 929	23,5%
Autres activités de services	3 545	11,8%	4 277	20,4%	7 822	15,4%
Information et communication	899	3,0%	324	1,5%	1 223	2,4%
Administration, enseignement, santé et action sociale	1 096	3,7%	2 773	13,3%	3 869	7,6%
Total	29 945	58,9%	20 923	41,1%	50 868	100%



E. Recettes, dépenses et cotisations des Caisses Sociales

	CCSS ⁽¹⁾			CAMTI ⁽²⁾		Cotisations de la CCSS	
	Produits techniques du régime général	Prestations médicales	Prestations familiales	Produits techniques	Prestations médicales	Taux ⁽³⁾	Plafonds
2009-2010	201 464	148 241	43 445	9 142	7 498	2010-2011	16,0 7 600
2010-2011	219 025	149 093	44 443	9 729	7 632	2011-2012	15,7 7 800
2011-2012	224 723	155 447	45 407	10 113	9 117	2012-2013	15,4 7 950
2012-2013	229 951	165 643	47 577	11 174	8 788	2013-2014	15,6 8 050,0
2013-2014	240 465	172 831	48 585	12 134	9 447	2014-2015	15,4 8 150,0

Unité : milliers d'euros

⁽¹⁾ CCSS : Caisse de Compensation des Services Sociaux.

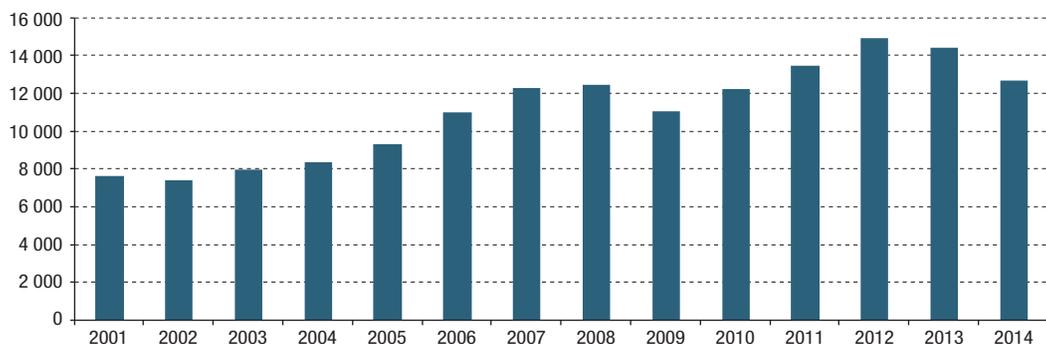
⁽²⁾ CAMTI : Caisse d'Assurance Maladie et Maternité des Travailleurs Indépendants.

⁽³⁾ Il s'agit du taux de cotisation : CCSS (Régime Général + Fonds Social) + OMT. Ce taux n'inclut pas la cotisation CGCS de 0,05% qui n'a pas évolué depuis le 01/10/1988.

2.3. Chiffre d'affaires

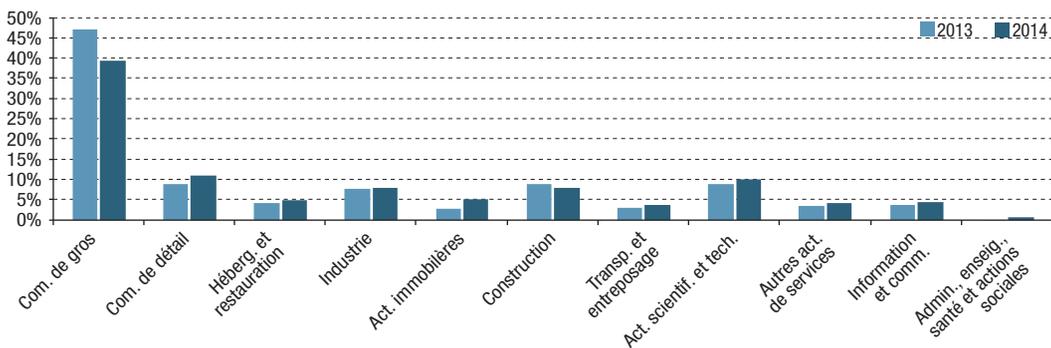
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

2.3.1. Évolution du chiffre d'affaires



2.3.2. Chiffre d'affaires par GSA

	2013	2014	Variation
<i>Activités financières et d'assurance</i>	1 605,1	1 673,7	4,3%
Commerce de gros	6 819,1	5 026,1	-26,3%
Commerce de détail	1 299,3	1 419,2	9,2%
Hébergement et restauration	616,4	624,7	1,3%
Industries manufacturières, extractives et autres	1 130,6	1 030,6	-8,8%
Activités immobilières	415,8	647,9	55,8%
Construction	1 286,5	1 013,7	-21,2%
Transport et entreposage	454,4	477,2	5,0%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 276,0	1 283,4	0,6%
Autres activités de services	518,3	547,8	5,7%
Information et communication	559,1	561,6	0,4%
Administration, enseignement, santé et action sociale	79,3	78,7	-0,8%
Total⁽¹⁾	14 455,0	12 710,8	-12,1%



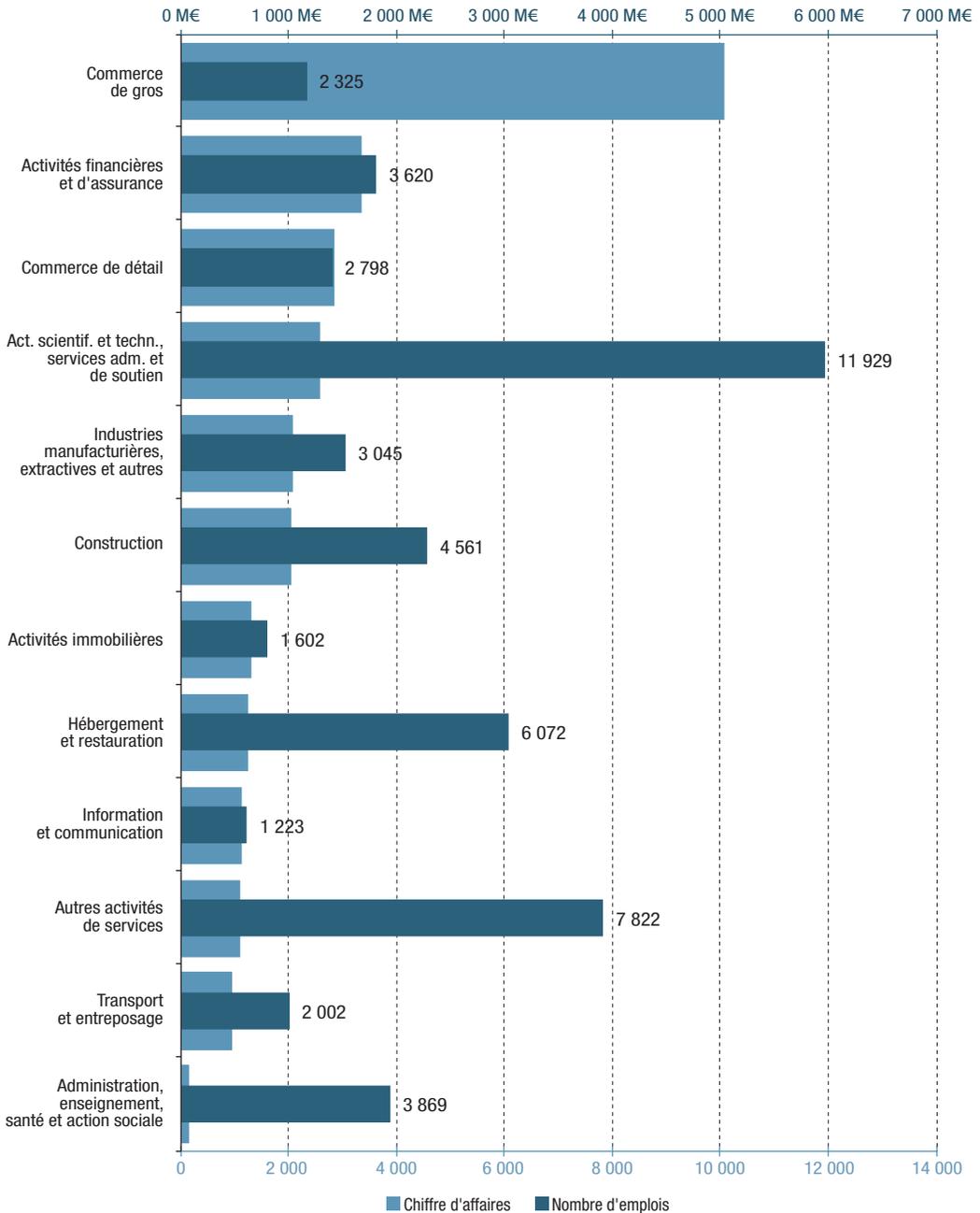
Unité : millions d'euros

⁽¹⁾ Le total du chiffre d'affaires n'inclut pas celui des activités financières et d'assurance. Le chiffre d'affaires étant un indicateur moins pertinent que pour les autres secteurs, il est présenté isolément et donné à titre indicatif.

2.3. Chiffre d'affaires

Sources : Direction des Services Fiscaux, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

2.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois par GSA en 2014



Total CA : 12 711 millions d'euros

Total Emplois : 50 868

2.4. Activités financières

Source : Direction du Budget et du Trésor

2.4.1. Établissements financiers

Banques (établissements habilités à recevoir tous types de dépôts)	2010	2011	2012	2013	2014
Sociétés de droit monégasque	18	18	18	18	18
Succursales de banques ayant leur siège à l'étranger	4	4	4	4	4
Établissements à statut particulier	1	1	1	1	1
Succursales de banques françaises	13	13	13	12	12
Succursales de banques françaises sous contrôle étranger	0	0	0	0	0
Total	36	36	36	35	35
Sociétés financières	2010	2011	2012	2013	2014
Sociétés financières de droit monégasque	1	1	1	1	1
Succursales de sociétés financières françaises	2	2	2	2	2
Total	3	3	3	3	3
Fonds Communs de Placements Monégasques	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre	61	59	60	62	64
Actifs nets (en milliards d'euros)	5,11	4,60	4,98	5,05	4,62
Sociétés de Gestion de Portefeuille	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre	43	46	46	51	58
Salariés	2010	2011	2012	2013	2014
Effectifs ⁽¹⁾	3 174	3 357	3 465	3 548	3 620
dont banques	2 364	2 466	2 510	2 532	2 575

2.4.2. Évolution des dépôts, titres et crédits

	2010	2011	2012	2013	2014
Ressources de la Place	78,0	83,2	95,8	101,8	108,4
Dépôts	24,0	28,9	32,0	32,9	36,0
Titres	53,9	54,3	63,8	68,8	72,4
<i>Clientèle non financière</i>	<i>48,8</i>	<i>49,1</i>	<i>58,3</i>	<i>63,2</i>	<i>67,0</i>
<i>Clientèle financière</i>	<i>5,2</i>	<i>5,1</i>	<i>5,5</i>	<i>5,6</i>	<i>5,4</i>
Crédits	12,8	16,1	18,2	19,0	21,1

Unité : milliards d'euros

⁽¹⁾ Source : Caisses Sociales de Monaco

2.5. Focus sectoriels

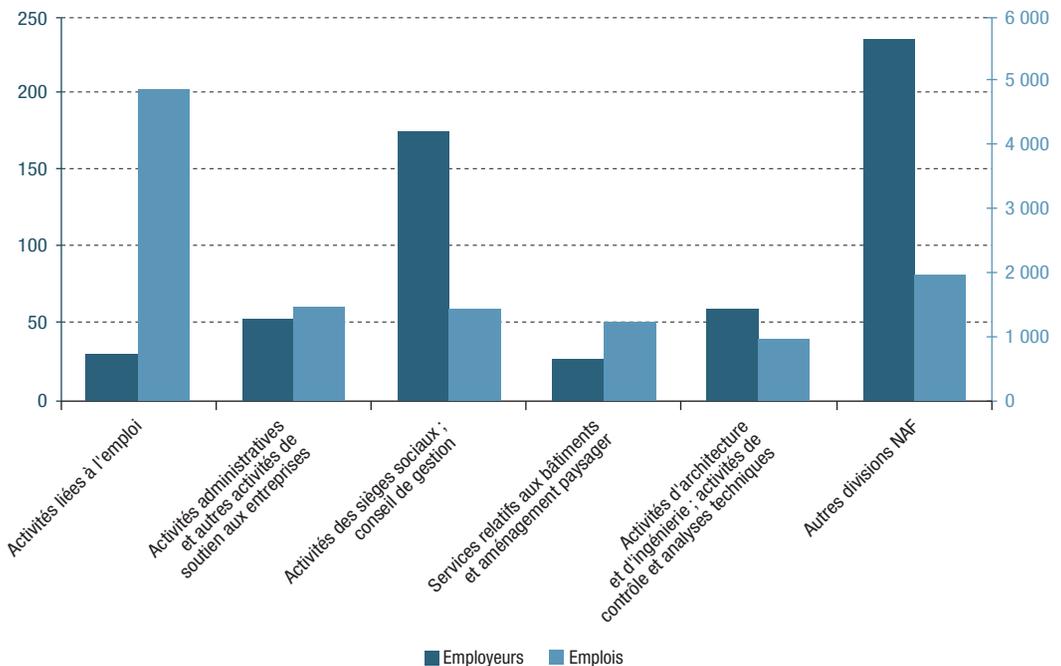
Source : IMSEE

2.5.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

Le secteur des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien est l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim...

Emploi

Divisions NAF	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2013/2014	Nb	Variation 2013/2014	
Activités liées à l'emploi	31	-3,1%	4 870	14,9%	40,8%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	53	8,2%	1 451	26,7%	12,2%
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	175	0,0%	1 440	1,2%	12,1%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	27	12,5%	1 222	3,5%	10,2%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	59	0,0%	963	-8,8%	8,1%
Autres divisions NAF	235	4,4%	1 983	5,8%	16,6%
Total Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	580	2,8%	11 929	9,3%	100%
Total en Principauté	5 553	3,3%	50 868	3,8%	



2.5. Focus sectoriels

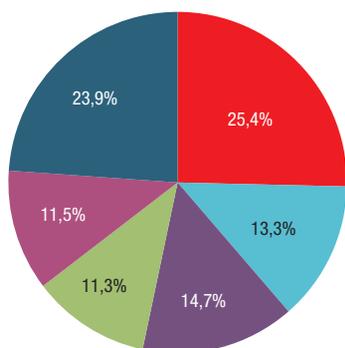
Source : IMSEE

Poids des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien dans le PIB

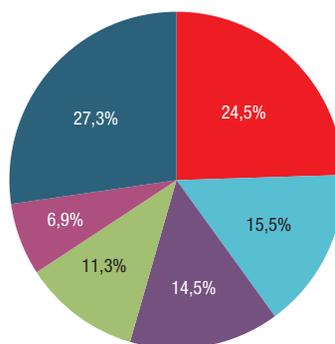
	PIB 2013	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	Poids
Rémunérations des salariés	2 455,7	443,6	18,1%
Excédent brut d'exploitation	1 964,7	287,2	14,6%
Impôts	572,1	73,8	12,9%
Subventions	-196,6	- 5,2	2,6%
PIB en volume	4 795,9	799,5	16,7%

Chiffre d'affaires (CA)

	2013	2014	Variation
■ Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	323,7	314,5	-2,8%
■ Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	169,3	198,5	17,3%
■ Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	187,4	186,2	-0,6%
■ Activités liées à l'emploi	144,3	145,1	0,5%
■ Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	146,4	89,2	-39,1%
■ Autres divisions NAF	304,9	349,9	14,8%
Total CA Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 276,0	1 283,4	0,6%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 455,0	12 710,8	-12,1%



2013



2014

Unité : millions d'euros

2.5. Focus sectoriels

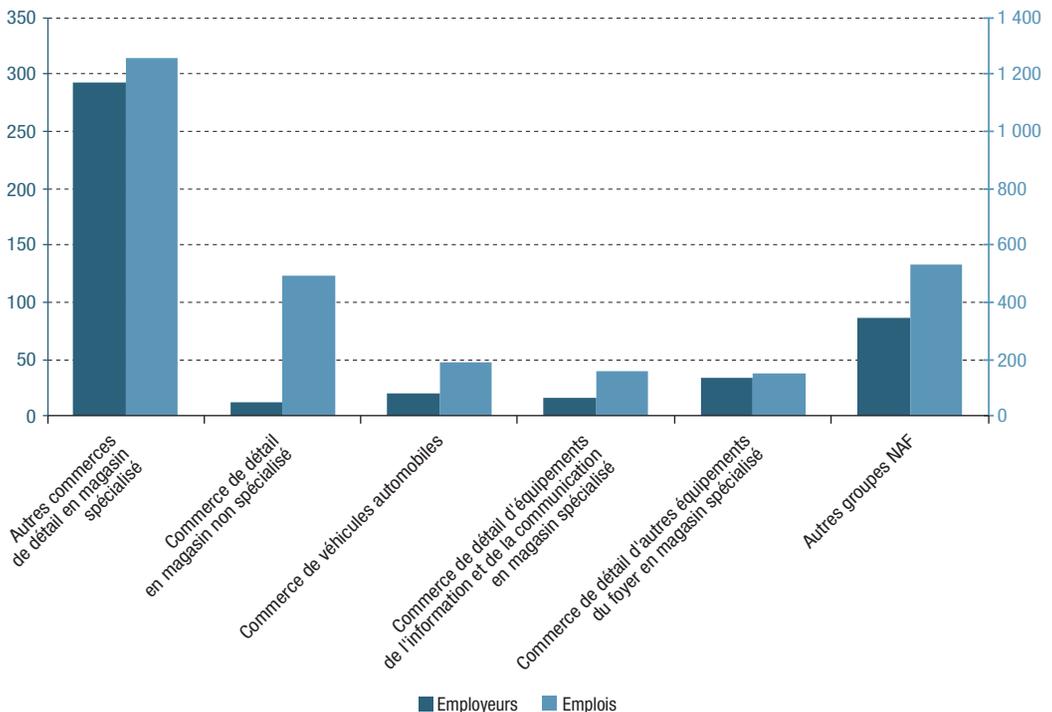
Source : IMSEE

2.5.2. Commerce de détail

Le Commerce de détail est défini comme la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. Ce secteur ne comprend donc pas, selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF 2008), les restaurants, bars, salons de coiffures, etc... En revanche, en Principauté, le Commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles sont inclus dans le commerce de détail.

Emploi

Groupes NAF	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2013/2014	Nb	Variation 2013/2014	
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	294	3,2%	1 258	-0,9%	45,0%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	13	30,0%	494	1,0%	17,7%
Commerce de véhicules automobiles	22	15,8%	194	4,9%	6,9%
Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé	17	6,3%	161	0,0%	5,8%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	34	-12,8%	156	-6,0%	5,6%
Autres groupes NAF	87	1,2%	535	2,3%	19,1%
Total Commerce de détail	467	2,6%	2 798	0,1%	100%
Total en Principauté	5 553	3,3%	50 868	3,8%	



2.5. Focus sectoriels

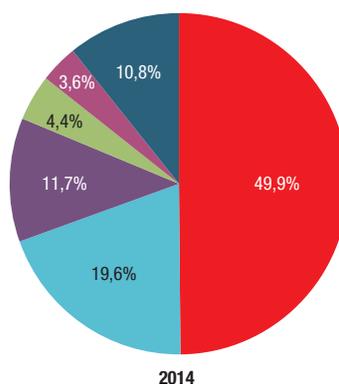
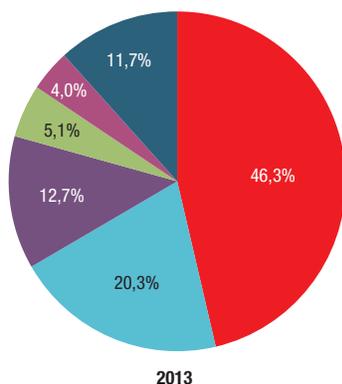
Source : IMSEE

Poids du Commerce de détail dans le PIB

	PIB 2013	Commerce de détail	Poids
Rémunérations des salariés	2 455,7	101,5	4,1%
Excédent brut d'exploitation	1 964,7	157,0	8,0%
Impôts	572,1	79,5	13,9%
Subventions	-196,6	- 1,1	0,6%
PIB en volume	4 795,9	336,9	7,0%

Chiffre d'affaires (CA)

	2013	2014	Variation
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	601,9	707,6	17,6%
Commerce de véhicules automobiles	263,8	278,8	5,7%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	164,5	166,4	1,1%
Entretien et réparation de véhicules automobiles	65,6	62,0	-5,5%
Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé	51,5	51,3	-0,4%
Autres groupes NAF	151,9	153,0	0,7%
Total CA Commerce de détail	1 299,3	1 419,2	9,2%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 455,0	12 710,8	-12,1%



Unité : millions d'euros

2.5. Focus sectoriels

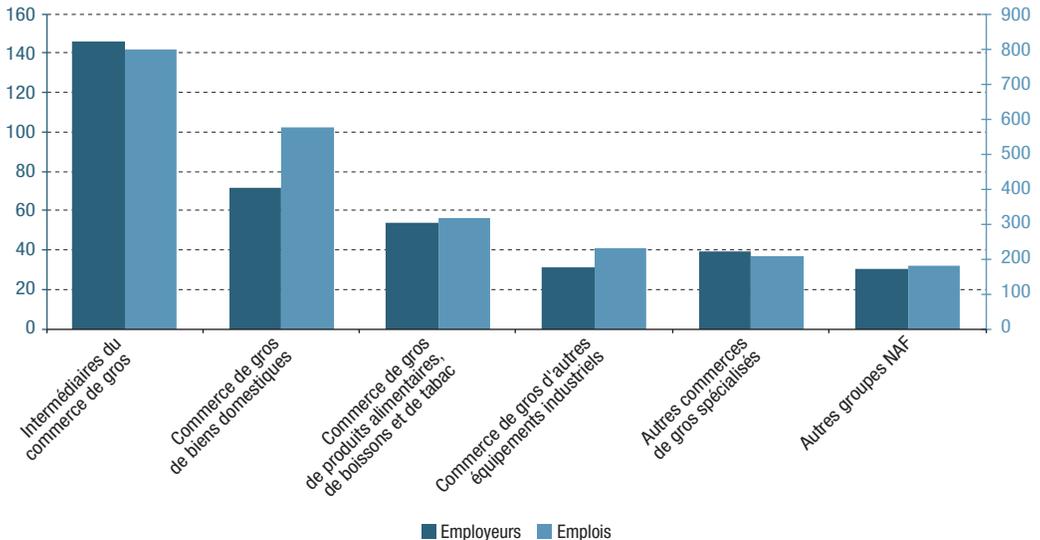
Source : IMSEE

2.5.3. Commerce de gros

Le Commerce de gros ou commerce interentreprises regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent et/ou vendent des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation).

Emploi

Groupes NAF	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2013/2014	Nb	Variation 2013/2014	
Intermédiaires du commerce de gros	146	5,0%	802	8,7%	34,5%
Commerce de gros de biens domestiques	72	-5,3%	579	5,9%	24,9%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	54	-1,8%	319	-1,2%	13,7%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	32	0,0%	233	-1,3%	10,0%
Autres commerces de gros spécialisés	40	5,3%	210	-1,9%	9,0%
Autres groupes NAF	31	-11,4%	182	6,4%	7,8%
Total Commerce de gros	375	0,0%	2 325	4,3%	100%
Total en Principauté	5 553	3,3%	50 868	3,8%	



2.5. Focus sectoriels

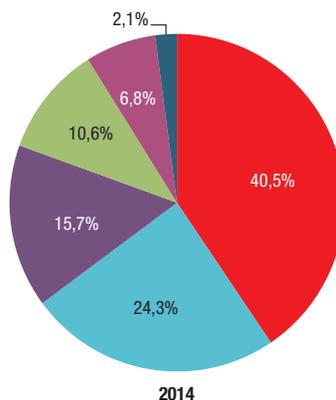
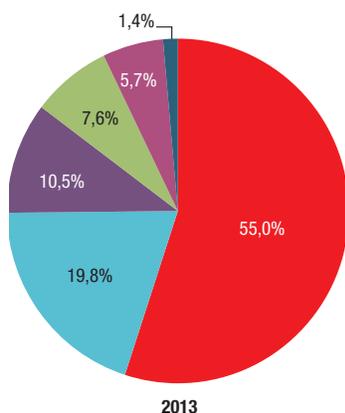
Source : IMSEE

Poids du Commerce de gros dans le PIB

	PIB 2013	Commerce de gros	Poids
Rémunérations des salariés	2 455,7	122,3	5,0%
Excédent brut d'exploitation	1 964,7	212,8	10,8%
Impôts	572,1	65,9	11,5%
Subventions	-196,6	- 0,9	0,4%
PIB en volume	4 795,9	400,1	8,3%

Chiffre d'affaires (CA)

	2013	2014	Variation
■ Intermédiaires du commerce de gros	3 751,3	2 037,2	-45,7%
■ Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 351,6	1 222,3	-9,6%
■ Commerce de gros de biens domestiques	713,4	787,1	10,3%
■ Commerce de gros d'autres équipements industriels	516,2	532,1	3,1%
■ Autres commerces de gros spécialisés	392,0	341,9	-12,8%
■ Autres groupes NAF	94,7	105,5	11,4%
Total CA Commerce de gros	6 819,1	5 026,1	-26,3%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 455,0	12 710,8	-12,1%



Unité : millions d'euros

2.5. Focus sectoriels

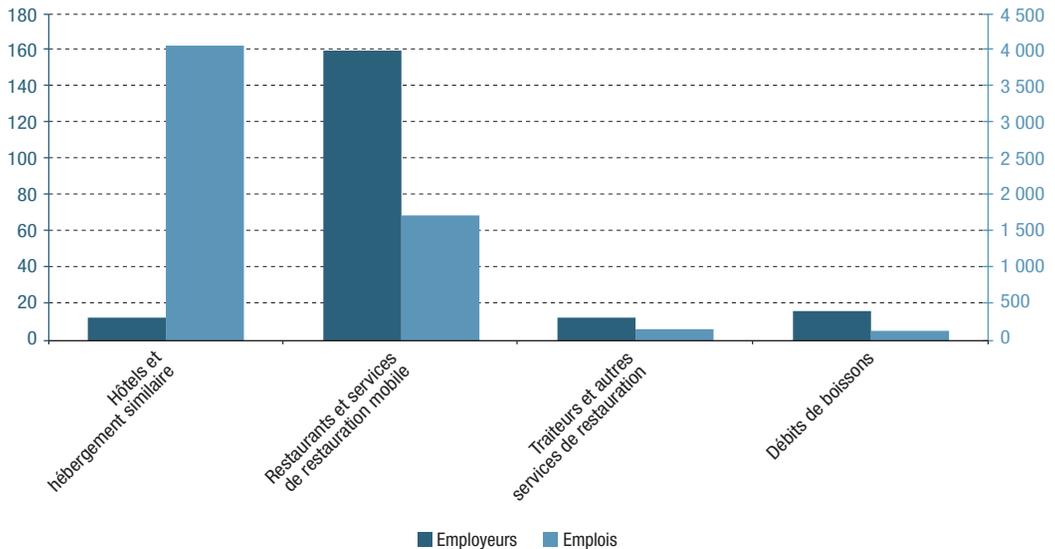
Source : IMSEE

2.5.4. Hébergement et restauration

Le secteur Hébergement et restauration comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que la fourniture de repas complets pour consommation immédiate. Ce secteur ne comprend pas la préparation de repas et de boissons qui ne sont pas destinés à une consommation immédiate ou qui sont vendus par l'intermédiaire de canaux de distribution indépendants, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'activités de commerce de gros ou de détail.

Emploi

Groupes NAF	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2013/2014	Nb	Variation 2013/2014	
Hôtels et hébergement similaire	12	0,0%	4 063	-1,1%	66,9%
Restaurants et services de restauration mobile	160	-0,6%	1 723	-0,6%	28,4%
Traiteurs et autres services de restauration	12	0,0%	155	-6,1%	2,6%
Débits de boissons	16	-5,9%	131	-5,1%	2,2%
Total Hébergement et restauration	200	-1,0%	6 072	-1,2%	100%
Total en Principauté	5 553	3,3%	50 868	3,8%	



2.5. Focus sectoriels

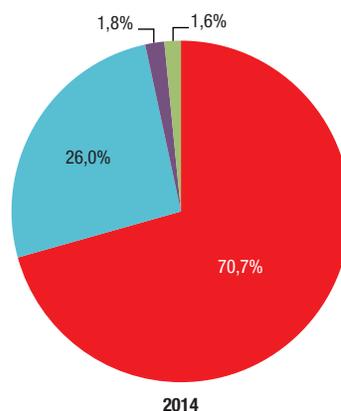
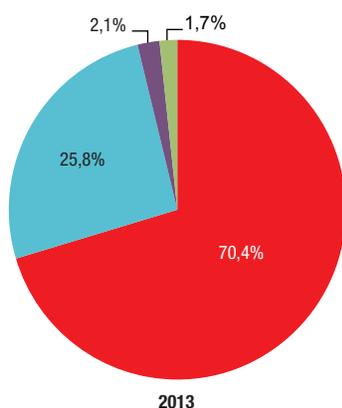
Source : IMSEE

Poids de l'Hébergement et restauration dans le PIB

	PIB 2013	Hébergement et restauration	Poids
Rémunérations des salariés	2 455,7	227,7	9,3%
Excédent brut d'exploitation	1 964,7	94,8	4,8%
Impôts	572,1	27,4	4,8%
Subventions	-196,6	-	-
PIB en volume	4 795,9	349,9	7,3%

Chiffre d'affaires (CA)

	2013	2014	Variation
■ Hôtels et hébergement similaire	433,7	441,4	1,8%
■ Restaurants et services de restauration mobile	159,3	162,2	1,8%
■ Traiteurs et autres services de restauration	13,0	11,3	-12,8%
■ Débits de boissons	10,4	9,8	-5,9%
Total CA Hébergement et restauration	616,4	624,7	1,3%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 455,0	12 710,8	-12,1%



Unité : millions d'euros

2.5. Focus sectoriels

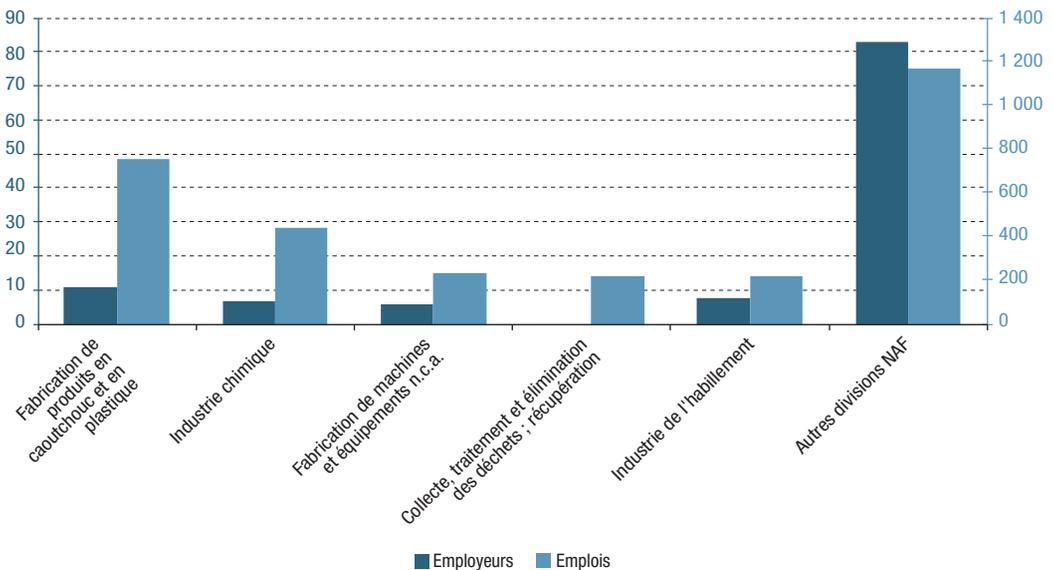
Source : IMSEE

2.5.5. Industries manufacturières, extractives et autres

Les Industries manufacturières, extractives et autres regroupent l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce secteur comprend également la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat.

Emploi

Divisions NAF	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2013/2014	Nb	Variation 2013/2014	
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	11	0,0%	754	-3,0%	24,8%
Industrie chimique	7	0,0%	441	-3,7%	14,5%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	6	0,0%	238	-8,5%	7,8%
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	1	0,0%	224	-3,9%	7,4%
Industrie de l'habillement	8	14,3%	220	7,3%	7,2%
Autres divisions NAF	83	3,8%	1 168	-0,3%	38,4%
Total Industries manufacturières, extractives et autres	116	3,6%	3 045	-1,9%	100%
Total en Principauté	5 553	3,3%	50 868	3,8%	



2.5. Focus sectoriels

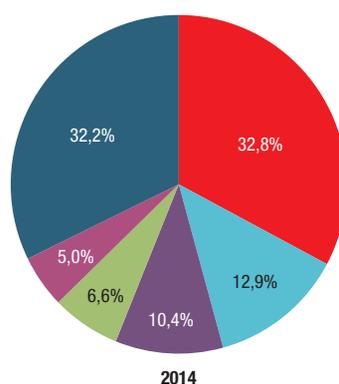
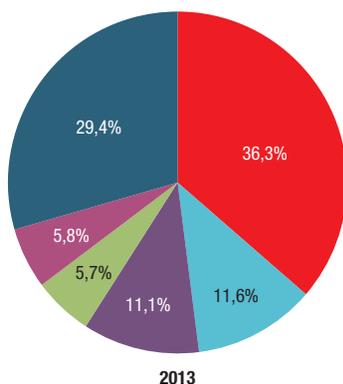
Source : IMSEE

Poids de l'Industrie dans le PIB

	PIB 2013	Industries manufacturières, extractives et autres	Poids
Rémunérations des salariés	2 455,7	142,9	5,8%
Excédent brut d'exploitation	1 964,7	129,2	6,6%
Impôts	572,1	30,2	5,3%
Subventions	-196,6	- 3,6	1,8%
PIB en volume	4 795,9	298,7	6,2%

Chiffre d'affaires (CA)

	2013	2014	Variation
Fabrication de produits en plastique	410,9	338,1	-17,7%
Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums	131,5	133,4	1,4%
Fabrication de préparations pharmaceutiques	125,8	106,9	-15,1%
Production, transport et distribution d'électricité	64,2	68,1	6,2%
Fabrication de machines d'usage général	65,4	52,0	-20,4%
Autres groupes NAF	332,9	332,2	-0,2%
Total CA Industries manufacturières, extractives et autres	1 130,6	1 030,6	-8,8%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 455,0	12 710,8	-12,1%



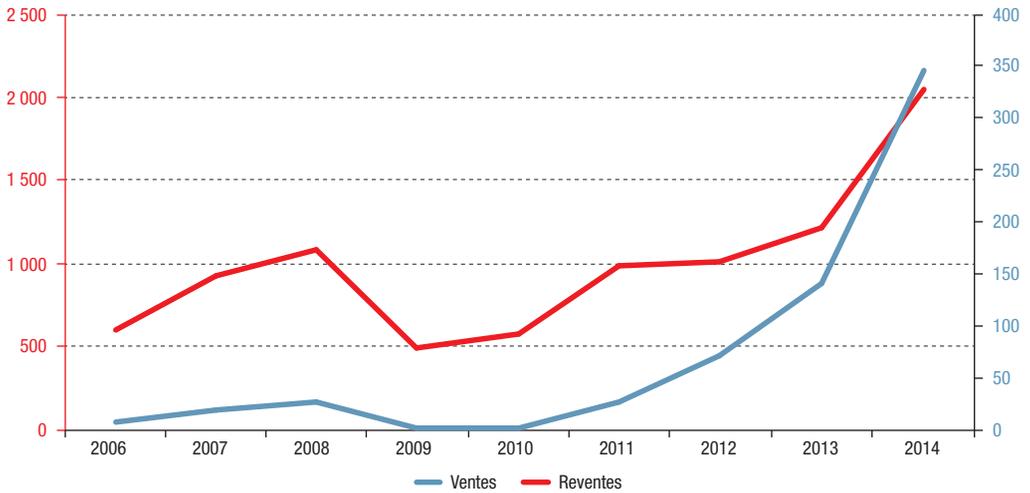
Unité : millions d'euros

2.6. Marché de l'immobilier

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

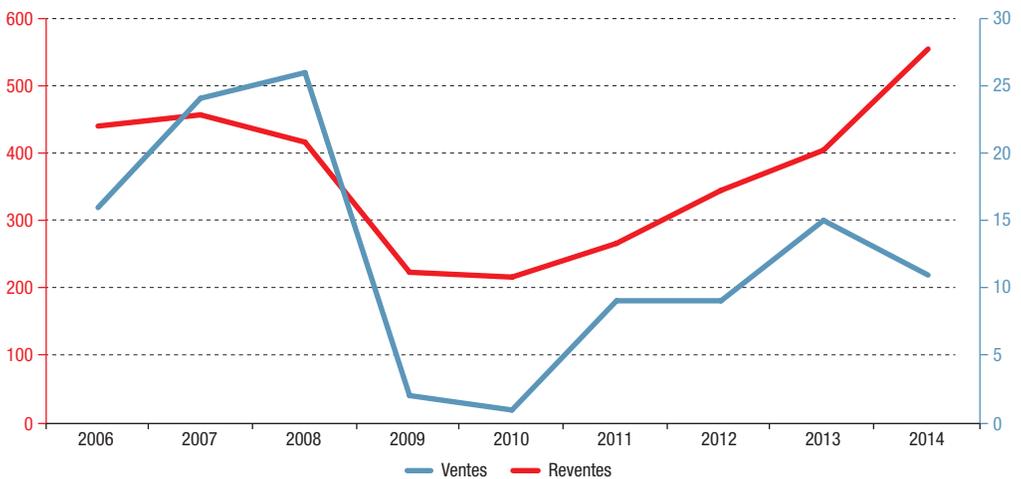
2.6.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements

Montant des transactions



Unité : millions d'euros

Nombre de transactions



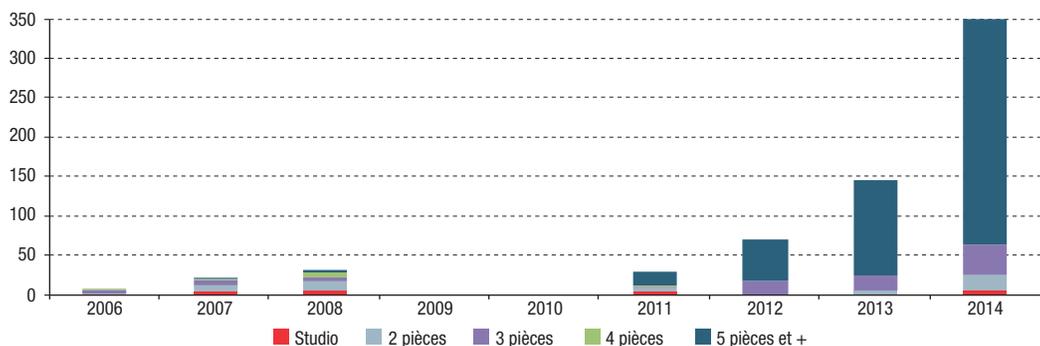
2.6. Marché de l'immobilier

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

2.6.2. Ventes immobilières

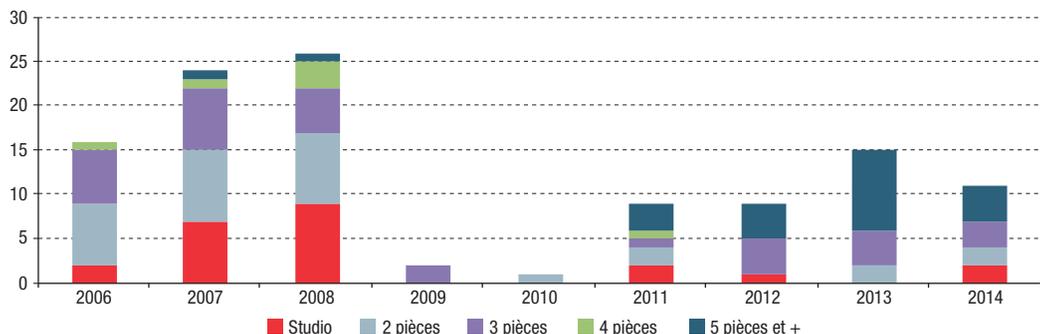
Montant des biens vendus

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Poids
Studio	0,2	2,4	4,2	-	-	2,0	1,0	-	2,6	0,7%
2 pièces	4,0	6,5	7,1	-	0,9	2,3	-	3,3	17,6	5,1%
3 pièces	1,4	6,2	5,4	2,0	-	1,5	17,1	16,5	39,6	11,5%
4 pièces	0,3	1,7	5,2	-	-	2,6	-	-	-	-
5 pièces et +	-	1,8	4,3	-	-	17,5	52,8	120,4	285,6	82,7%
Total	5,9	18,5	26,2	2,0	0,9	25,9	70,8	140,2	345,4	100%



Nombre de biens vendus

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Poids
Studio	2	7	9	-	-	2	1	-	2	18,2%
2 pièces	7	8	8	-	1	2	-	2	2	18,2%
3 pièces	6	7	5	2	-	1	4	4	3	27,3%
4 pièces	1	1	3	-	-	1	-	-	-	-
5 pièces et +	-	1	1	-	-	3	4	9	4	36,4%
Total	16	24	26	2	1	9	9	15	11	100%



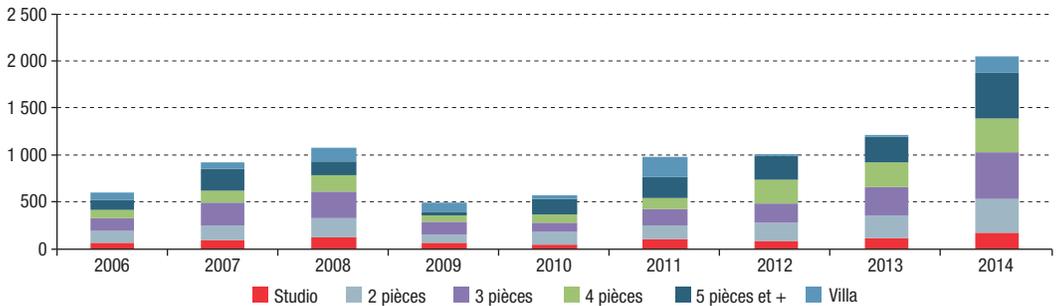
2.6. Marché de l'immobilier

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

2.6.3. Reventes immobilières

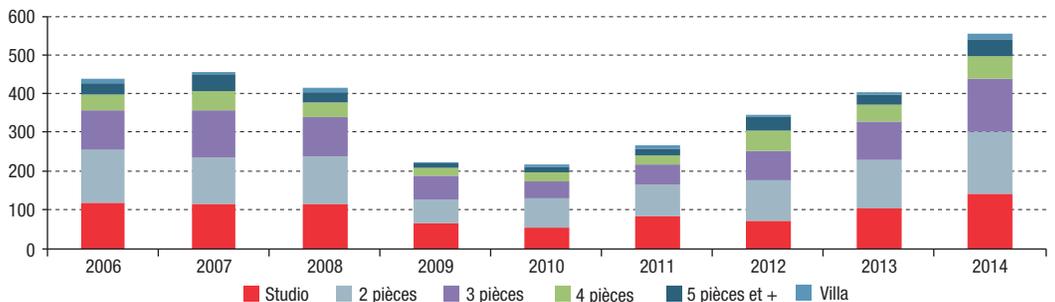
Montant des transactions

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2013/2014	Poids 2014
Studio	65,1	90,7	119,7	66,5	48,6	100,6	84,0	109,6	171,8	56,8%	8,4%
2 pièces	130,3	161,8	213,3	89,5	131,0	149,7	200,6	244,8	360,9	47,4%	17,6%
3 pièces	137,3	242,2	275,3	135,1	101,4	174,3	194,8	304,5	493,3	62,0%	24,0%
4 pièces	86,7	122,6	174,8	69,9	84,6	119,5	262,5	260,0	366,3	40,9%	17,8%
5 pièces et +	99,0	236,6	148,5	35,4	171,5	223,6	250,8	279,6	481,7	72,3%	23,5%
Villa	79,4	71,2	144,1	99,5	38,8	212,9	20,6	17,5	178,7	921,8%	8,7%
Total	597,9	925,0	1 075,7	495,8	575,9	980,5	1 013,3	1 216,1	2 052,8	68,8%	100%



Nombre de transactions

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2013/2014	Poids 2014
Studio	119	115	117	65	55	84	73	105	142	35,2%	25,6%
2 pièces	138	120	122	62	76	81	103	126	160	27,0%	28,8%
3 pièces	100	124	101	62	42	54	78	97	139	43,3%	25,0%
4 pièces	42	48	37	20	24	22	52	45	58	28,9%	10,5%
5 pièces et +	29	43	28	11	16	19	34	26	44	69,2%	7,9%
Villa	11	7	10	4	4	7	5	5	12	140,0%	2,2%
Total	439	457	415	224	217	267	345	404	555	37,4%	100%



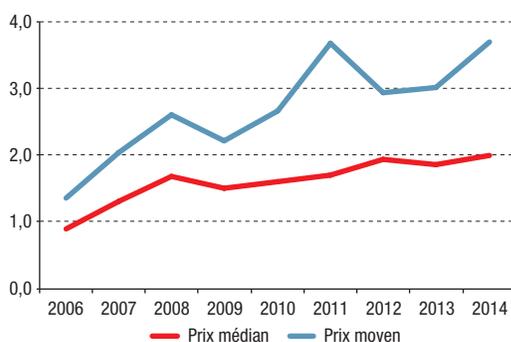
2.6. Marché de l'immobilier

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

2.6.4. Prix moyen et médian des ventes immobilières

	Prix moyen	Prix médian
2006	1,4	0,9
2007	2,0	1,3
2008	2,6	1,7
2009	2,2	1,5
2010	2,7	1,6
2011	3,7	1,7
2012	2,9	1,9
2013	3,0	1,9
2014	3,7	2,0
Période 2006/2014	2,5	1,5
Évolution 2013/2014	22,9%	8,1%
Évolution 2006/2014	171,6%	122,2%

Unité : millions d'euros



En 2014, le nombre de transactions est supérieur de 26 % à celui de 2006, mais le montant total des ventes a progressé de 243 %.

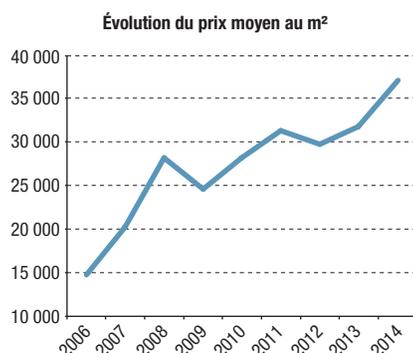
Le prix moyen dans l'ancien retrouve son niveau de 2011 (3,7 M€). Comme cette année-là, la moyenne est impactée par des transactions portant sur des "villas et des biens d'exceptions". Le prix moyen a augmenté de 172 % en 9 ans.

Si le prix moyen d'une transaction en 2014 est de 3,7 M€, 50 % des ventes portent sur des biens dont le prix est inférieur à 2 M€.

Le prix médian a progressé de 122 % depuis 2006.

2.6.5. Évolution du prix au mètre carré (m²) des ventes immobilières

	Montant dont la superficie est connue (millions d'euros)	Superficie totale connue	Prix moyen au m ² (1)
2006	456,9	30 904	14 784
2007	727,1	36 236	20 066
2008	785,6	27 864	28 195
2009	320,6	13 065	24 538
2010	362,8	12 878	28 173
2011	741,1	23 707	31 260
2012	807,2	27 096	29 791
2013	1 034,4	32 580	31 750
2014	1 747,4	47 001	37 179



Le prix moyen au m² d'une vente immobilière en 2014 s'élève à plus de 37 000 €. Il connaît en 2014 une très forte augmentation de près de 5 500 € (+17 %).

Depuis 2006, le prix moyen du m² a augmenté de 151 % soit un taux de croissance annuel moyen de près de 11 %.

(1) dont la superficie est connue.

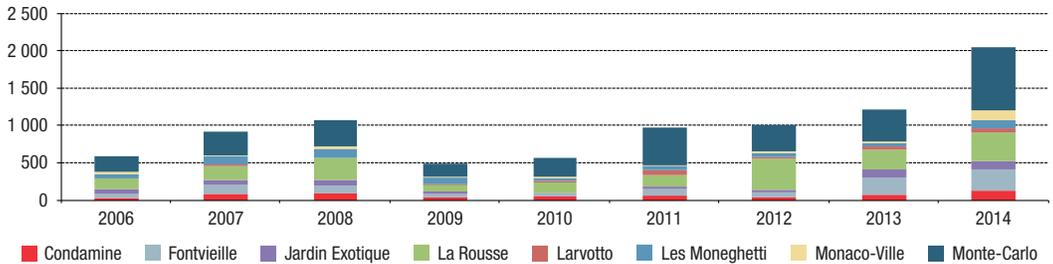
2.6. Marché de l'immobilier

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

2.6.6. Reventes immobilières par quartier

Montant des reventes par quartier

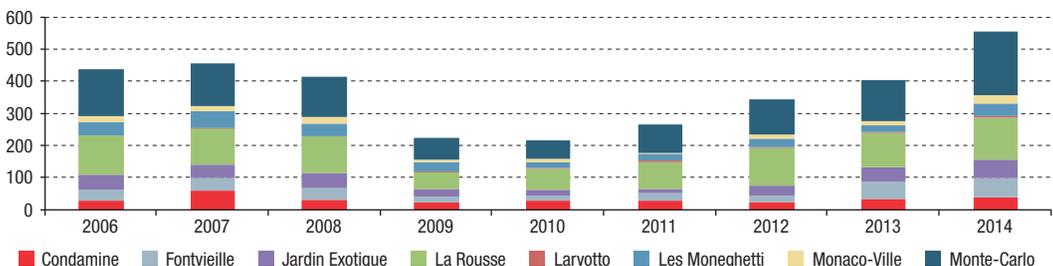
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2013/2014	Poids 2014
Condamine	35,2	93,1	98,9	44,9	55,6	72,5	50,7	83,1	128,7	55,0%	6,3%
Fontvieille	56,1	116,0	100,4	45,1	32,9	87,3	58,7	229,0	285,4	24,6%	13,9%
Jardin Exotique	59,3	63,7	76,0	30,4	16,4	25,7	39,7	107,8	111,3	3,2%	5,4%
La Rousse	149,3	189,6	293,7	95,8	135,2	157,5	417,4	263,2	383,8	45,8%	18,7%
Larvotto	-	26,0	-	4,2	20,7	69,3	17,0	46,1	58,1	26,0%	2,8%
Les Moneghetti	57,8	103,2	124,5	86,8	33,6	60,6	53,5	40,2	107,1	166,7%	5,2%
Monaco-Ville	33,1	17,3	26,5	7,6	23,6	1,6	20,2	25,8	136,0	426,5%	6,6%
Monte-Carlo	207,1	316,1	355,7	181,1	257,9	506,1	356,1	420,9	842,5	100,2%	41,0%
Total	597,9	925,0	1 075,7	495,8	575,9	980,5	1 013,3	1 216,1	2 052,8	68,8%	100%



Unité : millions d'euros

Nombre de reventes par quartier

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2013/2014	Poids 2014
Condamine	30	60	33	25	28	29	23	34	41	20,6%	8,4%
Fontvieille	33	39	36	18	18	23	21	55	58	5,5%	13,6%
Jardin Exotique	47	43	46	23	17	15	32	45	59	31,1%	11,1%
La Rousse	123	113	115	54	66	82	117	106	130	22,6%	26,2%
Larvotto	-	2	-	1	2	6	3	3	4	33,3%	0,7%
Les Moneghetti	40	52	38	29	19	21	26	21	39	85,7%	5,2%
Monaco-Ville	19	15	21	6	10	2	14	12	26	116,7%	3,0%
Monte-Carlo	147	133	126	68	57	89	109	128	198	54,7%	31,7%
Total	439	457	415	224	217	267	345	404	555	37,4%	100%

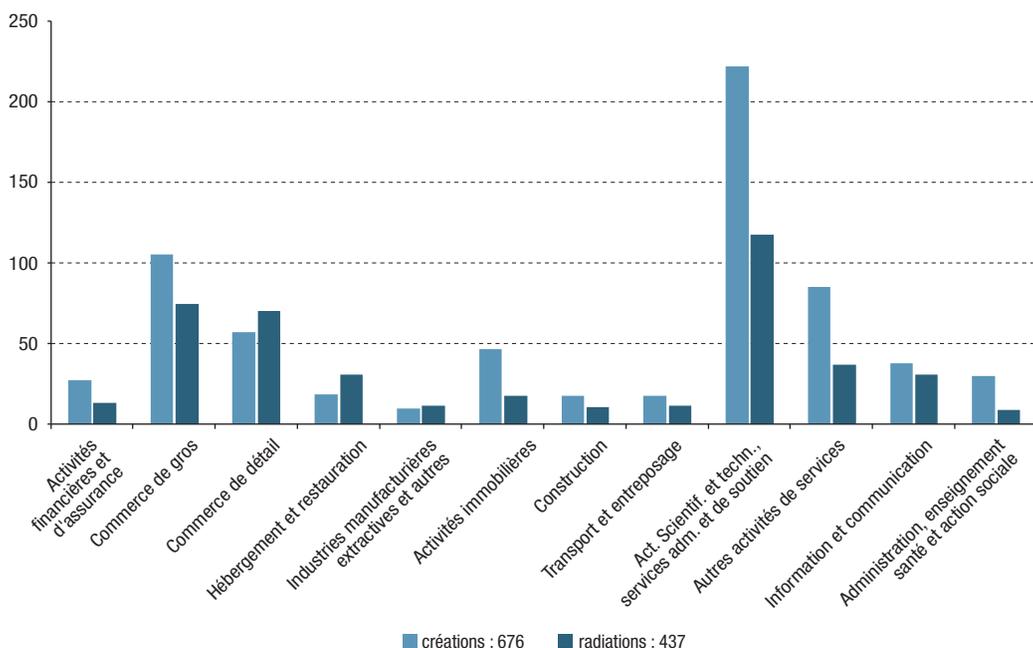


2.7. Répertoire du Numéro d'Identification Statistique (NIS)

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Le Répertoire du NIS, créé par l'Arrêté Ministériel n°2013-234 du 22/04/2013 et tenu par l'IMSEE, recense l'ensemble des agents économiques de la Principauté, notamment à des fins statistiques.

2.7.1. Créations et radiations d'activité par GSA



2.7.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)

Forme Juridique	2012		2013		2014	
	Agents Économiques ⁽¹⁾	Établissements ⁽²⁾	Agents Économiques ⁽¹⁾	Établissements ⁽²⁾	Agents Économiques ⁽¹⁾	Établissements ⁽²⁾
Personne Physique	1 457	1 663	1 541	1 748	1 683	1 915
Société Anonyme Monégasque ⁽¹⁾	1 168	1 282	1 166	1 281	1 089	1 210
Société à Responsabilité Limitée	1 209	1 232	1 429	1 457	1 619	1 653
Société en Commandite Simple	188	197	166	175	142	150
Société Étrangère ⁽²⁾	77	101	79	101	173	195
Société en Nom Collectif	22	24	21	23	19	20
Total	4 121	4 499	4 402	4 785	4 725	5 143

⁽¹⁾ Un agent économique correspond à une structure (une SARL, une SAM, ...) donc à un n° RCI.

⁽²⁾ Un établissement est une entité qui est rattachée à un agent économique. Un agent économique peut avoir un (au minimum) ou plusieurs établissements.

⁽³⁾ À partir de 2014, la forme juridique "Société Anonyme à objet civil" est distinguée par rapport à la Société Anonyme Monégasque.

⁽⁴⁾ En 2014, la forme juridique "Compagnie d'assurance" a été regroupée avec la forme juridique "Société Étrangère".

2.7. Répertoire du Numéro d'Identification Statistique (NIS)

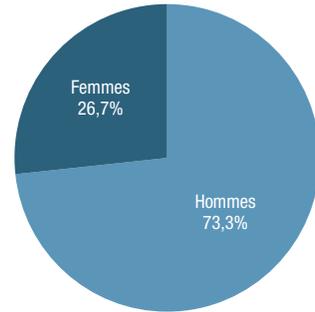
Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

2.7.3. Gouvernance d'entreprises

Ces données prennent en compte le nombre de personnes en activité, inscrites au RCI.

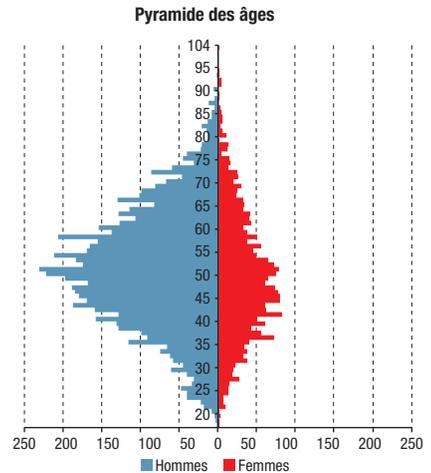
Représentation hommes/femmes au sein des Conseils d'Administration (CA) et des organes de décision des entreprises

	Ensemble	Hommes	Femmes
Personne Physique	1 687	67,3%	32,7%
Société à Responsabilité Limitée	3 733	70,3%	29,7%
Société Anonyme	2 968	80,3%	19,7%
Société en Commandite Simple	306	67,6%	32,4%
Société en Nom Collectif	34	76,5%	23,5%
Société Etrangère	151	86,1%	13,9%
Total	8 879	73,3%	26,7%



	Ensemble	Hommes	Femmes
Âge moyen ⁽¹⁾	51,7	52,1	50,5
Âge médian ⁽²⁾	51,0	52,0	49,0

	Ensemble	Hommes	Femmes
Activités financières et d'assurance	684	87,0%	13,0%
Commerce de gros	1 737	73,7%	26,3%
Commerce de détail	984	63,0%	37,0%
Hébergement et restauration	419	71,4%	28,6%
Industries manufacturières, extractives et autres	360	76,9%	23,1%
Activités immobilières	436	58,3%	41,7%
Construction	746	78,8%	21,2%
Transport et entreposage	323	83,9%	16,1%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	2 060	74,4%	25,6%
Autres activités de services	538	62,5%	37,5%
Information et communication	499	80,2%	19,8%
Administration, enseignement, santé et action sociale	93	59,1%	40,9%
Total	8 879	73,3%	26,7%



⁽¹⁾ Âge moyen : moyenne de l'âge des individus qui constituent cette population.

⁽²⁾ Âge médian : âge qui divise la population en 2 groupes numériquement égaux, la moitié étant plus jeune, et l'autre moitié plus âgée.

2.8. Tourisme

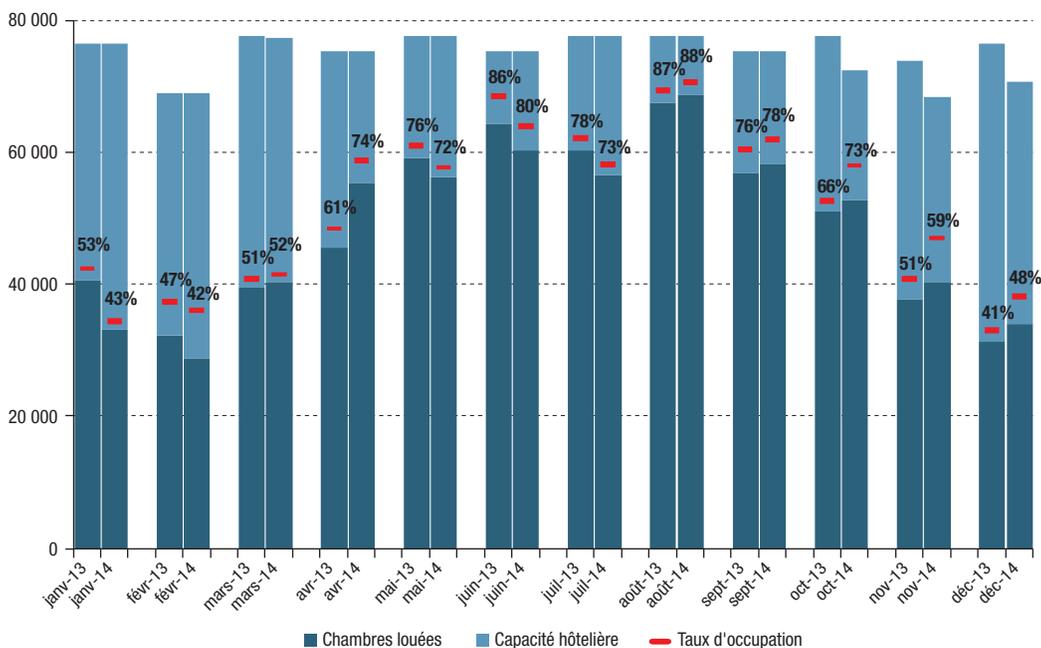
Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

2.8.1. Secteur hôtelier

Les données, sauf mention contraire, concernent l'année 2014.

A. Capacité hôtelière et taux d'occupation

	Nombre d'hôtels	Nombre de chambres	Nombre de lits	Nombre de chambres louées	Capacité hôtelière	Taux d'occupation
2 étoiles	2	41	80	9 974	14 965	66,6%
3 étoiles	4	445	896	118 794	162 132	73,3%
4 étoiles	4	1 389	2 451	330 716	506 985	65,2%
5 étoiles	4	633	1 215	125 841	209 829	60,0%
Total	14	2 508	4 642	585 325	893 911	65,5%



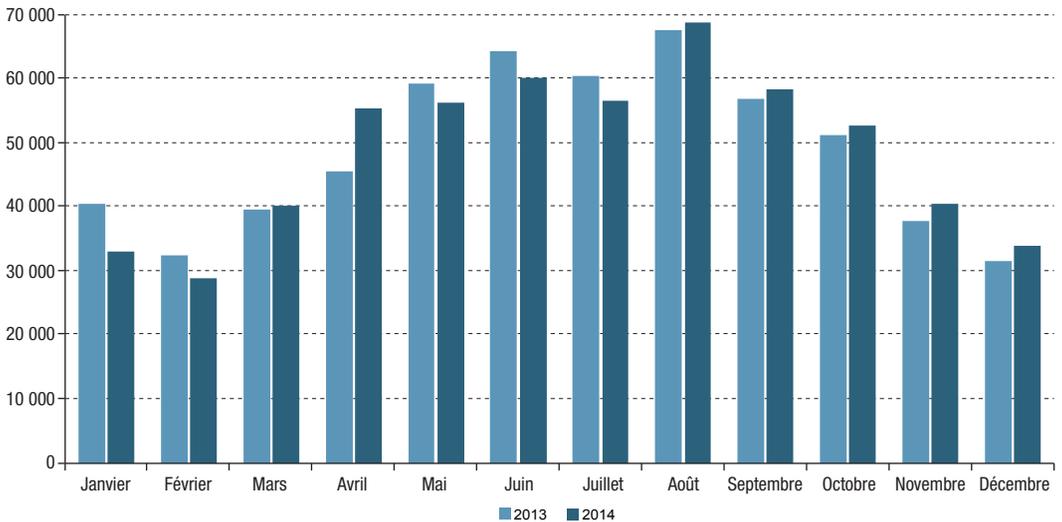
Lecture : en novembre 2014, le taux d'occupation des hôtels était de 59% (soit 40 481 chambres louées sur 68 580 chambres disponibles). À la même période l'année dernière, celui-ci était de 51% (soit 51 148 chambres louées sur 77 591 offertes).

2.8. Tourisme

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

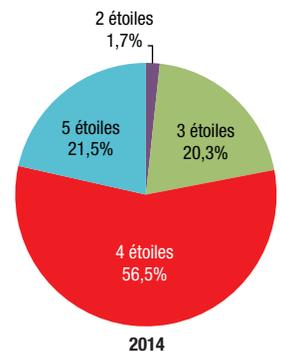
B. Saisonnalité des fréquentations hôtelières

	2011	2012	2013	2014	Évolution
Janvier	33 711	31 735	40 654	33 116	
Février	27 990	28 847	32 345	28 933	
Mars	40 465	36 709	39 563	40 315	
Avril	41 458	50 018	45 597	55 339	
Mai	49 606	54 756	59 278	56 277	
Juin	55 613	58 067	64 476	60 317	
Juillet	59 162	59 467	60 476	56 626	
Août	58 643	62 506	67 532	68 765	
Septembre	55 791	56 096	56 831	58 351	
Octobre	46 403	50 225	51 148	52 779	
Novembre	30 801	34 974	37 899	40 481	
Décembre	26 612	26 978	31 631	34 026	
Total	526 254	550 377	587 430	585 325	



C. Fréquentation selon la catégorie des hôtels

	2011	2012	2013	2014	Évolution
2 étoiles	n.d.	n.d.	9 182	9 974	
3 étoiles	98 172	102 058	119 285	118 794	
4 étoiles	303 876	313 319	322 449	330 716	
5 étoiles	124 206	135 000	136 514	125 841	
Total	526 254	550 377	587 430	585 325	



Unité : Nuitée chambre.

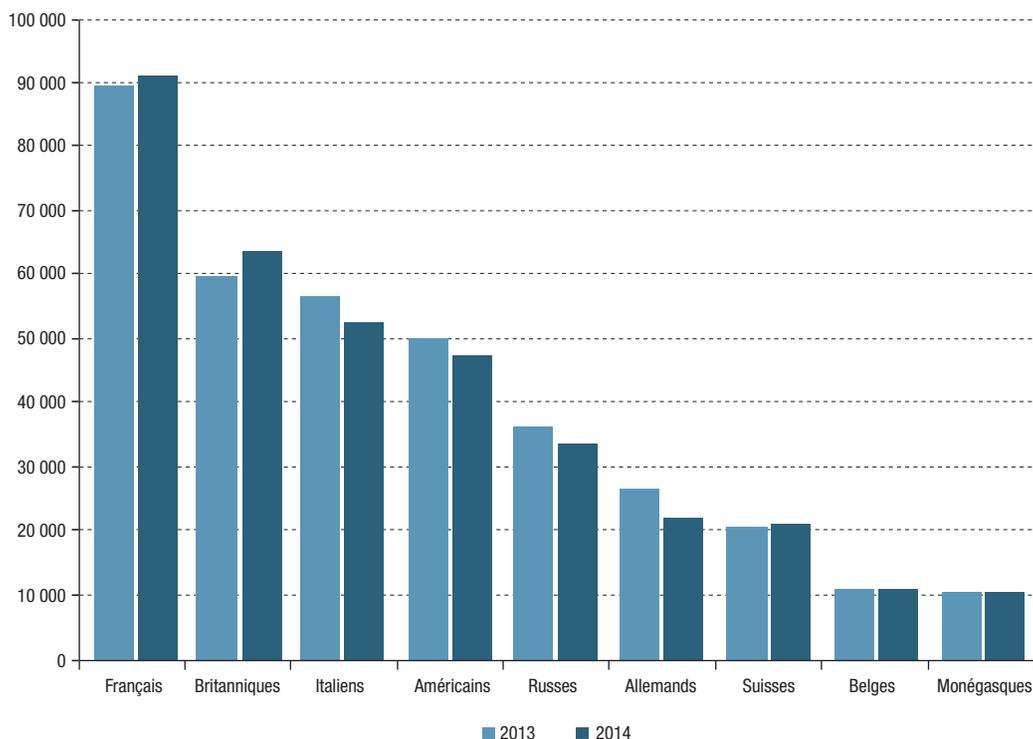
⁽¹⁾ Les nuitées chambre correspondent au nombre de chambres louées par nuit quelque soit le nombre de personnes.

2.8. Tourisme

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

D. Origine des fréquentations hôtelières

Nationalité ⁽¹⁾	2013		2014		Variation
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Français	89 929	16,7%	91 223	17,1%	1,4%
Britanniques	60 123	11,2%	63 984	12,0%	6,4%
Italiens	56 813	10,5%	52 629	9,9%	-7,4%
Américains	50 329	9,3%	47 572	8,9%	-5,5%
Russes	36 282	6,7%	33 664	6,3%	-7,2%
Allemands	26 701	5,0%	22 283	4,2%	-16,5%
Suisses	20 841	3,9%	21 343	4,0%	2,4%
Belges	10 784	2,0%	10 921	2,0%	1,3%
Monégasques	10 724	2,0%	10 348	1,9%	-3,5%
Non renseigné	25 619	4,8%	29 876	5,6%	16,6%
Autres nationalités	176 578	32,8%	180 233	33,7%	2,1%
Total	539 104	100%	534 200	100%	-0,9%



Unité : nuitée chambre

⁽¹⁾ Ces données concernent les hôtels suivants : Columbus, Fairmont, Hôtel de Paris, Hôtel Hermitage, Méridient Beach Plaza, Métropole, Monte Carlo Bay, Monte Carlo Beach, Novotel, Port Palace.

2.8. Tourisme

Source : Direction du Tourisme et des Congrès

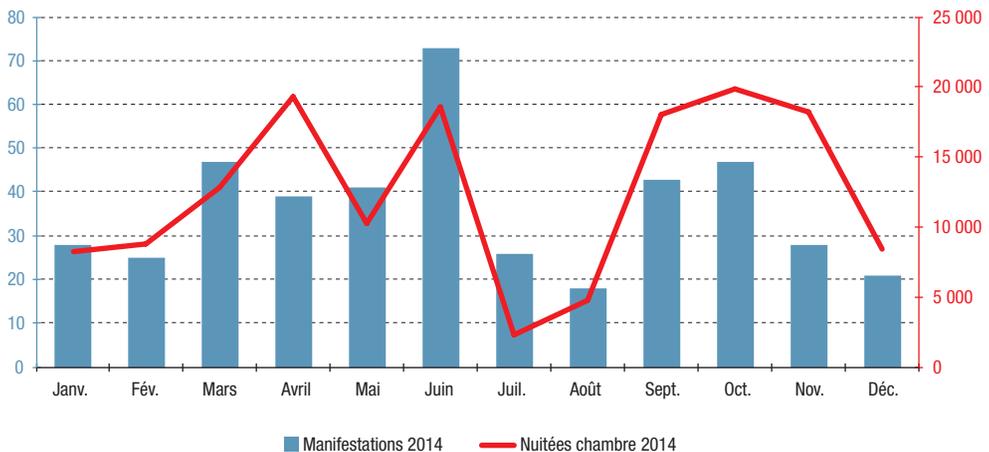
2.8.2. Tourisme d'affaires

A. Manifestations et participants

	Nombre de congrès et de réunions	Nuitées chambre	% nuitées chambre congrès par rapport aux nuitées chambre totales
2012	714	160 658	29,2%
2013	551	160 791	27,4%
2014	436	149 850	25,6%

B. Saisonnalité des manifestations et des fréquentations hôtelières

	2013		2014		Variation 2013/2014	
	Manifestations	Nuitées chambre	Manifestations	Nuitées chambre	Manifestations	Nuitées chambre
Janvier	31	16 622	28	8 297	-9,7%	-50,1%
Février	36	15 669	25	8 790	-30,6%	-43,9%
Mars	54	10 788	47	12 862	-13,0%	19,2%
Avril	48	12 544	39	19 349	-18,8%	54,2%
Mai	51	17 876	41	10 287	-19,6%	-42,5%
Juin	72	23 730	73	18 544	1,4%	-21,9%
Juillet	36	6 209	26	2 335	-27,8%	-62,4%
Août	17	5 392	18	4 816	5,9%	-10,7%
Septembre	56	15 349	43	18 034	-23,2%	17,5%
Octobre	66	19 503	47	19 900	-28,8%	2,0%
Novembre	48	12 064	28	18 220	-41,7%	51,0%
Décembre	36	5 045	21	8 416	-41,7%	66,8%
Total	551	160 791	436	149 850	-20,9%	-6,8%



2.8. Tourisme

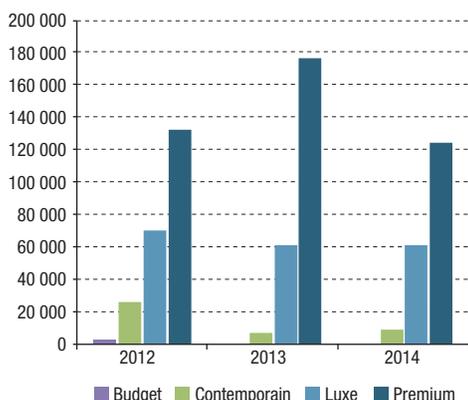
Source : Direction du Tourisme et des Congrès

2.8.3. Croisières

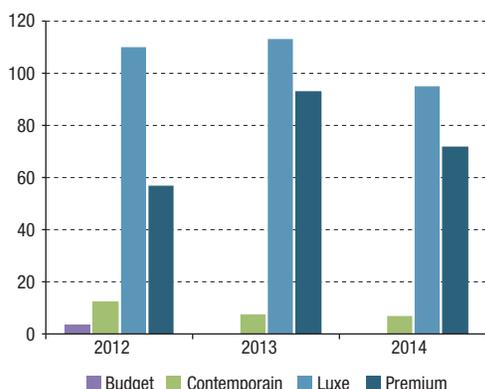
A. Saisonnalité des croisières

2014	Contemporain		Premium		Luxe		Total	
	Passagers	Escales	Passagers	Escales	Passagers	Escales	Passagers	Escales
Janvier			2 427	1			2 427	1
Février							0	0
Mars	1 175	1	4 788	2			5 963	3
Avril	2 446	3	17 804	10	5 943	10	26 193	23
Mai			9 092	8	7 527	19	16 619	27
Juin	1 348	1	8 955	5	6 899	10	17 202	16
Juillet	2 158	1	12 201	7	10 093	11	24 452	19
Août			20 324	10	8 364	11	28 688	21
Septembre			19 674	12	7 878	13	27 552	25
Octobre			24 186	14	11 508	17	35 694	31
Novembre			5 433	3	3 555	4	8 988	7
Décembre	1 443	1					1 443	1
Total	8 570	7	124 884	72	61 767	95	195 221	174

Évolution du nombre de passagers



Évolution du nombre d'escales



B. Origine des croisiéristes

	2010	2011	2012	2013	2014
Union européenne (EU)	170 802	111 161	98 240	122 325	97 001
USA et Canada	115 773	135 984	99 625	88 082	70 465
Afrique, Asie et Océanie	15 698	21 063	20 712	21 636	19 478
Europe hors UE	11 189	8 355	7 320	8 420	4 470
Amériques du Sud et Centrale	8 358	8 351	6 814	4 844	3 807
Total	321 820	284 914	232 711	245 307	195 221

2.8. Tourisme

Source : Direction de l'Expansion Économique

2.8.4. Classement des restaurants

Les restaurants de la Principauté sont classés dans l'une des catégories indiquées dans le tableau ci-dessous, exprimées par un nombre de losanges, et tenant compte, exclusivement, des critères suivants : niveau de confort de l'établissement, qualification du personnel, maintenance en parfait état des installations techniques, du matériel de cuisine et du mobilier des salles et terrasses.

Catégories	Nombre de restaurants
1 Losange	12
2 Losanges	39
3 Losanges	30
4 Losanges	17
5 Losanges	11
5 Losanges Luxe	6
Total	115

2.8.5. Structures d'accueil

Sources : Direction des Affaires Culturelles, Grimaldi Forum, Monte-Carlo Festivals, Salle du Canton, S.B.M.

Établissements	Capacités d'accueil maximales (en nombre de personnes)	Surfaces totales (en m ²)
Grimaldi Forum ⁽¹⁾ dont :	3 000 / 4 000	35 000
Esplanade	n.d.	1 825
Hall - Verrière	n.d.	1 585
Salles de Réunions - Auditoriums	3 005	1 605
Salles de Commissions	1 911	2 536
Espaces d'exposition	n.d.	11 116
Espaces de restauration	1 000	1 180
Espace Fontvieille (chapiteau et extensions)	2 530	4 000
Centre de Rencontres Internationales (C.R.I.) - Foyer	300	120
Espace Léo Ferré	1 900	1 400
Sporting Monte Carlo (uniquement spectacles) ⁽²⁾	1 650	1 563
Sporting d'Hiver ⁽³⁾	1 250	1 277
Technopôle	70	190t

En complément des infrastructures de congrès, de nombreux hôtels (Fairmont Monte Carlo, Métropole Monte Carlo, Méridien Beach Plaza, Monte Carlo Bay, Columbus...) mettent à la disposition de leurs clients des espaces aménagés pour des congrès, séminaires, et autres évènements.

Outre le Technopôle, la Principauté dispose de deux autres centres d'affaires : le Centre d'Affaires Tourism Spectacles et le Monaco Business Center.

⁽¹⁾ Le Grimaldi Forum dispose de trois salles de réunion (la Salle des Princes, la Salle Prince Pierre et la Salle Camille Blanc), de onze salles de commissions, six espaces d'exposition (Espace Ravel, Espace Diaghilev, Esplanade Princesse Grace, la Grande Verrière, les foyers des auditoriums et des salles de commissions).

⁽²⁾ Le Sporting Monte-Carlo dispose de deux salles : la Salle des Etoiles et la Salle des Palmiers.

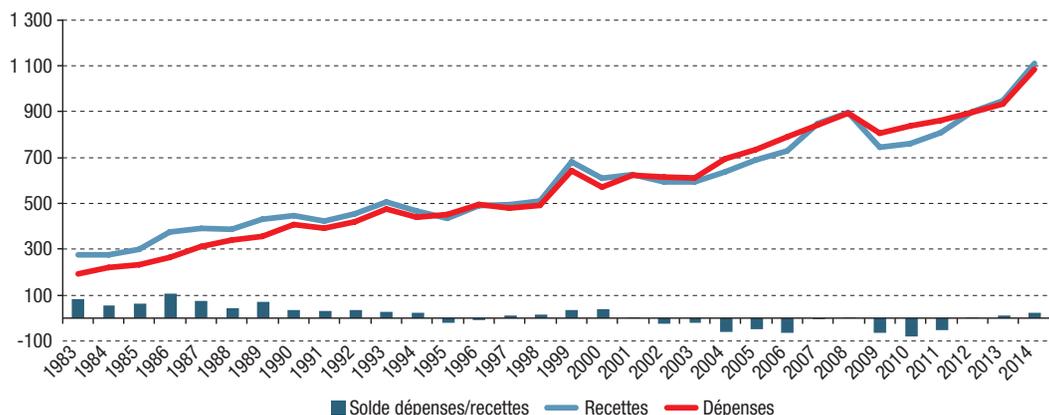
⁽³⁾ Le Sporting d'Hiver dispose de cinq salles de réunions. Le Salon Bellevue, situé au 1^{er} étage du Café de Paris, offre la possibilité de se restaurer.

2.9. Finances publiques

Source : Direction du Budget et du Trésor

2.9.1. Budget de l'État

	Recettes	Dépenses ordinaires	Dépenses équipement	Total dépenses	Solde dépenses/recettes
1983	276,2	124,1	69,0	193,1	83,1
1984	280,8	136,6	86,0	222,6	58,3
1985	299,5	155,2	79,8	235,0	64,5
1986	373,3	174,5	90,6	265,1	108,2
1987	389,9	187,9	123,8	311,8	78,1
1988	385,3	206,5	134,9	341,4	43,9
1989	429,6	219,6	137,0	356,6	73,0
1990	444,2	238,7	170,3	409,0	35,2
1991	423,2	264,3	126,5	390,8	32,3
1992	455,8	277,6	142,3	419,9	35,9
1993	506,9	313,2	163,9	477,1	29,8
1994	465,3	317,6	122,1	439,6	25,7
1995	434,7	343,9	109,4	453,3	-18,6
1996	488,6	376,2	120,6	496,7	-8,1
1997	491,7	373,5	105,2	478,7	13,1
1998	510,0	348,2	143,4	491,6	18,4
1999	678,7	378,7	264,2	642,8	35,9
2000	609,2	402,5	167,7	570,2	39,1
2001	624,3	408,8	212,2	621,0	3,2
2002	593,6	425,4	191,4	616,7	-23,2
2003	593,2	441,1	169,8	610,9	-17,7
2004	636,2	467,2	227,7	694,8	-58,7
2005	687,6	490,5	243,1	733,5	-45,9
2006	727,9	519,3	269,9	789,1	-61,2
2007	845,6	548,5	294,6	843,1	2,5
2008	896,7	572,5	320,2	892,6	4,0
2009	744,2	613,4	192,1	805,5	-61,3
2010	760,1	636,1	202,1	838,2	-78,1
2011	809,3	654,5	206,6	861,1	-51,8
2012	900,1	662,7	233,7	896,4	3,7
2013	945,1	664,3	268,8	933,0	12,1
2014	1 111,4	697,2	388,5	1 085,7	25,7



Unité : millions d'euros

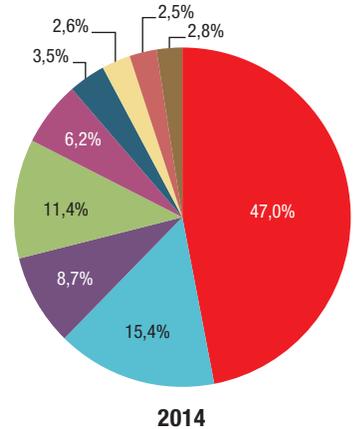
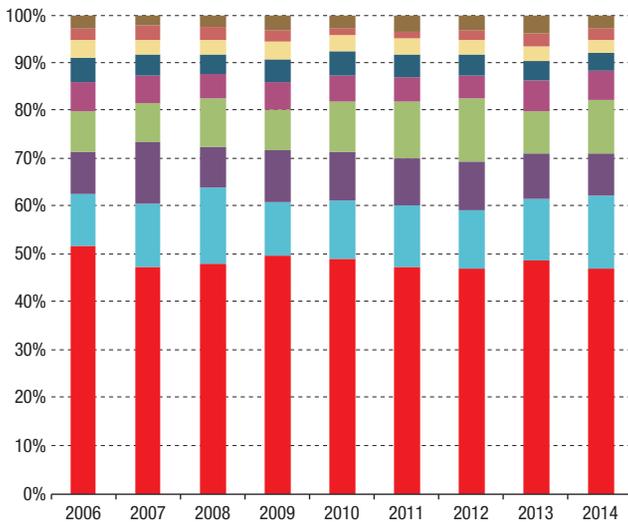
2.9. Finances publiques

Source : Direction du Budget et du Trésor

2.9.2. Recettes de l'État

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Transactions commerciales (TVA)	377,2	401,1	431,6	369,9	373,9	383,1	424,6	461,0	521,9
Transactions juridiques	79,3	112,0	141,3	83,1	92,4	104,8	108,1	122,1	171,1
Domaine immobilier	63,4	108,9	76,2	82,2	77,6	80,9	91,0	87,7	97,1
Bénéfices commerciaux	62,3	69,3	93,6	63,2	79,2	95,5	120,0	84,7	126,3
Monopoles concédés	44,7	47,8	43,6	41,0	42,4	41,4	42,6	62,9	68,6
Monopoles exploités par l'État	37,7	36,3	36,6	36,8	36,6	38,1	39,0	38,0	39,4
Droits de douane	26,8	26,1	26,8	28,2	27,0	27,6	29,4	27,4	28,9
Domaine financier	16,2	25,7	25,0	17,3	9,1	10,9	17,1	26,6	27,4
Autres recettes	20,3	18,5	21,9	22,5	21,9	27,1	28,3	34,8	30,7
Total	727,9	845,6	896,7	744,2	760,1	809,3	900,1	945,1	1 111,4

Unité : millions d'euros



- **Transactions commerciales** : la taxe sur la valeur ajoutée ;
- **Transactions juridiques** : les droits de mutation, les droits sur les autres actes civils et administratifs, les taxes sur les assurances ;
- **Domaine immobilier** : l'ensemble des revenus des immeubles à usage locatif et les recettes des parkings publics ;
- **Bénéfices commerciaux** : l'impôt sur les bénéfices ;
- **Monopoles concédés** : les redevances concernant les monopoles dont les principaux sont la Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco, Monaco Telecom, la Société Monégasque d'Électricité et du Gaz, la SAM d'Exploitation des Ports de Monaco ;
- **Monopoles exploités** : les recettes concernant la Régie des Tabacs, de l'Office des Émissions de Timbres-Poste, des Postes-Télégraphes ;
- **Droits de douane** : les droits de douane ;
- **Domaine financier** : les revenus des valeurs mobilières, les intérêts bancaires.
- **Autres recettes** : les produits et recettes des services administratifs, les droits de consommation ;

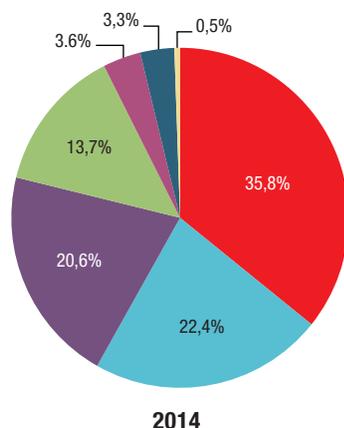
2.9. Finances publiques

Source : Direction du Budget et du Trésor

2.9.3. Dépenses de l'État

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Budgets d'équipement et d'investissements	269,9	294,6	320,2	192,1	202,1	206,6	233,7	268,8	388,5
Moyens de services	187,6	195,8	205,3	220,0	222,0	225,8	229,9	237,3	243,2
Interventions publiques	169,3	174,4	176,7	199,4	205,6	212,7	215,6	202,4	224,1
Dépenses communes	106,4	113,8	119,5	121,2	135,2	136,7	141,6	148,8	149,2
Dépenses de Souveraineté	31,1	36,2	39,5	39,2	37,9	38,8	35,1	35,7	39,5
Services publics	21,2	24,8	27,3	29,0	30,9	35,4	35,4	34,8	35,4
Assemblées et Corps constitués	3,6	3,6	4,2	4,6	4,5	5,1	5,0	5,2	5,9
Total	788,8	843,1	892,6	805,5	838,2	861,1	896,4	933,0	1 085,7

Unité : millions d'euros



- Budgets d'équipement et d'investissements** : dépenses de gros travaux et de matériel d'équipement, et d'acquisitions d'immeubles. Elles concernent l'équipement routier, culturel, portuaire, urbain, sanitaire et social, administratif, sportif... ;
- Moyens de services** : dépenses de fonctionnement directement engagées par les Départements et les Services administratifs ;
- Interventions publiques** : aides, subventions versées et politiques publiques menées par le Gouvernement. On y trouve la dotation communale, les subventions aux Établissements Publics, les aides versées dans les domaines international, éducatif et culturel, social et humanitaire, sportif, économique et aux manifestations ;
- Dépenses communes** : dépenses gérées de façon commune par certains Services au profit de tous les Services : charges sociales, nettoyage des locaux, dépenses d'eau, gaz, électricité, assurance des bâtiments domaniaux, matériel informatique des Services administratifs... ;
- Dépenses de Souveraineté** : dépenses du Palais Princier et de la Maison Souveraine ;
- Services publics** : dépenses de nettoyage de la ville, de collecte et incinération, d'éclairage public, de consommation d'eau, de transports publics... ;
- Assemblées et Corps constitués** : dépenses relatives aux Conseil National, Conseil Économique et Social, Conseil d'État, Commission Supérieure des Comptes,...

2.9. Finances publiques

Source : Direction du Budget et du Trésor

2.9.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)

Créé par la Constitution de 1962, le Fonds de Réserve Constitutionnel est la réserve, le “bas de laine” de l’État monégasque. C’est une entité comptable autonome, disposant d’un patrimoine propre et jouissant d’un statut particulier.

Les produits sont constitués, d’après la Constitution, de l’excédent des recettes sur les dépenses constaté après la clôture de l’exercice budgétaire ainsi que des produits de la gestion financière, de la gestion immobilière, des ventes des biens meubles ou immeubles. De même, sont incorporés au FRC les plus-values résultant de la réalisation d’actifs ou de la réévaluation des biens mobiliers et immobiliers⁽¹⁾.

Les dépenses comprennent, d’après la Constitution, l’excédent des dépenses sur les recettes constaté après la clôture de l’exercice budgétaire ainsi que les charges de la gestion financière, de la gestion immobilière, les achats de biens meubles ou immeubles et les moins-values dégagées par la réalisation ou la dépréciation de ces biens⁽¹⁾.

A fin décembre 2014, le montant de l’actif du Fonds de Réserve Constitutionnel se situe à environ 4,6 Mds€. Il comporte :

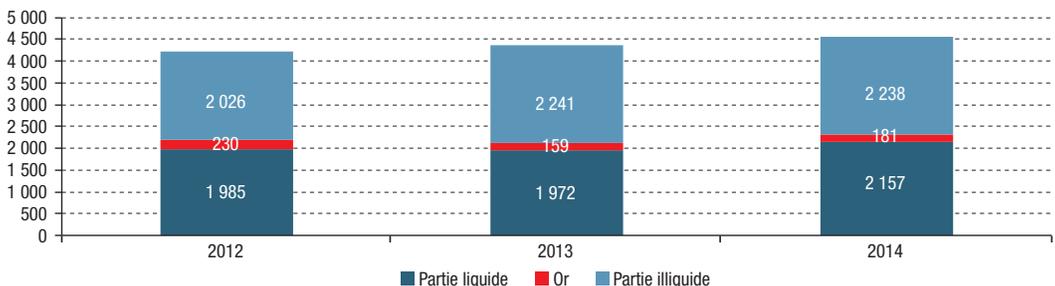
- une réserve d’or de l’ordre de 181 M€ ;
- une partie “disponible” (liquide) de 2,2 Mds€ composée de titres de placements financiers (fonds communs de placement composés d’actions, d’obligations, etc.) et de disponibilités bancaires ;
- une partie “illiquide” de 2,2 Mds€. Elle est majoritairement composée d’immeubles (1,78 Mds€). La réévaluation des biens immobiliers se fait selon l’évolution de l’indice de la construction BT01. Ces biens immobiliers sont situés à Monaco ou dans les communes limitrophes, à l’exception des Ambassades. La valeur des immeubles est en augmentation sur l’exercice (+0,5 %) en raison de leur réévaluation et aux acquisitions, ventes et opérations en cours ;

Les biens immeubles détenus par le FRC génèrent dans leur grande majorité des revenus locatifs, étant occupés par des entreprises, des commerces ou des particuliers. Les bâtiments à usage strictement public ne sont pas détenus par le FRC car ils ne sont pas productifs de revenus, ni en général susceptibles d’être aliénés.

La partie “illiquide” comporte également les participations de l’État dans des sociétés, notamment les actions non aliénables de la Société des Bains de Mer (36 % environ du capital) ou d’autres sociétés ayant des liens directs avec l’État, comme les concessionnaires⁽²⁾. Cette partie est de l’ordre de 324 M€. La participation de l’État dans Monaco Télécom (45 %) et les actions aliénables de la SBM (33 % du capital) relèvent en revanche de la comptabilité du Budget.

Enfin le FRC, lorsque cela est nécessaire, procède à des avances de trésorerie au budget de l’État.

L’évolution de la répartition de l’actif du fonds entre 2012 et 2014 se présente comme suit :



Unité : millions d’euros

⁽¹⁾ Ordonnance Souveraine n°3.981 du 29/02/1968 concernant le Fond de Réserve Constitutionnel.

⁽²⁾ SMEG, SMEAUX, la Société d’Exploitation du Grimaldi Forum, la Société d’Exploitation des Ports de Monaco, etc.

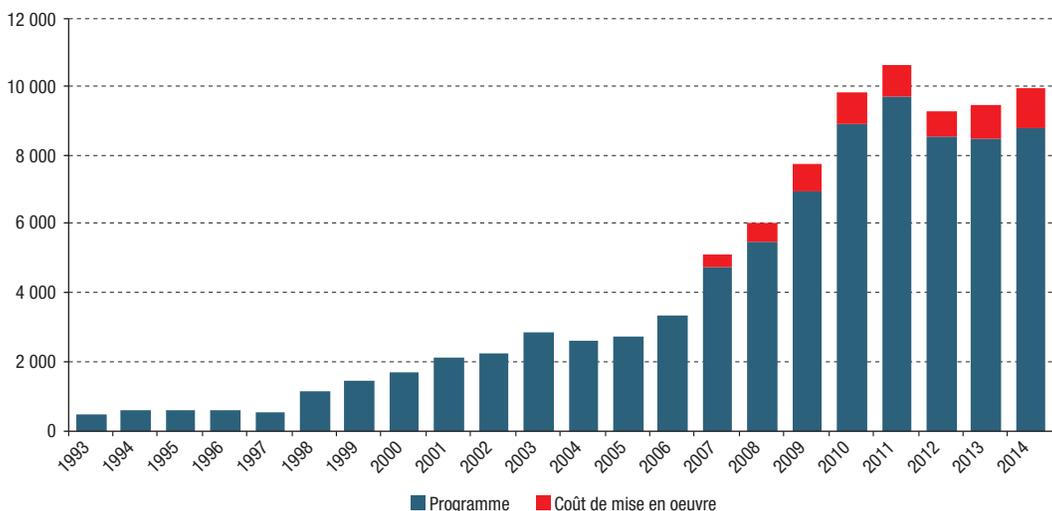
2.9. Finances publiques

Source : Direction de la Coopération Internationale

2.9.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

	Programme ⁽¹⁾	Coût de mise en œuvre ⁽²⁾	Total
1993	501	non estimé	501
1994	573	non estimé	573
1995	622	non estimé	622
1996	600	non estimé	600
1997	527	non estimé	527
1998	1 150	non estimé	1 150
1999	1 466	non estimé	1 466
2000	1 688	non estimé	1 688
2001	2 109	non estimé	2 109
2002	2 240	non estimé	2 240
2003	2 887	non estimé	2 887
2004	2 601	non estimé	2 601
2005	2 748	non estimé	2 748
2006	3 355	non estimé	3 355
2007	4 797	315	5 112
2008	5 492	547	6 039
2009	6 989	774	7 763
2010	8 964	885	9 849
2011	9 761	887	10 648
2012	8 559	725	9 284
2013	8 480	997	9 477
2014	8 822	1 131	9 953

Évolution de l'APD de Monaco



Unité : milliers d'euros.

⁽¹⁾ L'APD Programme correspond aux sommes déboursées pour l'année.

⁽²⁾ Les coûts de mise en œuvre correspondent aux salaires des agents de la Direction de Coopération Internationale, aux frais de la structure, aux frais de missions, etc.

2.9. Finances publiques

Source : Direction de la Coopération Internationale

2.9.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

Répartition de l'APD par canal d'intervention

	2010	2011	2012	2013	2014
Coopération bilatérale	6 119	7 000	4 265	4 169	4 782
Coopération multilatérale	1 615	1 005	3 025	2 977	2 661
Aide Humanitaire d'Urgence	642	1 010	550	540	618
ONG monégasques	588	755	719	795	760
Total hors coûts de mise en œuvre	8 964	9 771	8 559	8 480	8 822

Unité : milliers d'euros

Avant 2011 : les financements comptabilisés au titre de la Coopération bilatérale comprennent également les projets "multi-bilatéraux", projets soutenus dans un pays partenaire de la Coopération Monégasque en partenariat avec une organisation internationale.

La coopération monégasque se déploie selon quatre canaux d'intervention :

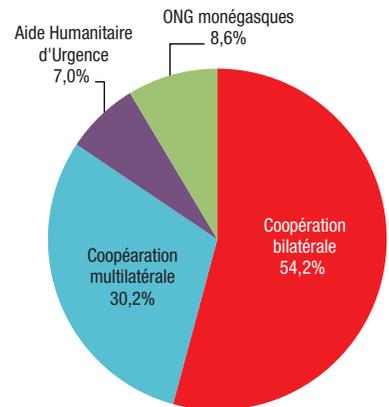
Coopération bilatérale : partenariats avec des États, des collectivités locales, des ONG mais également des Organisations Internationales pour des projets particuliers soutenus dans les pays d'intervention.

Coopération multilatérale : contributions obligatoires et volontaires versées aux Organisations Internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), etc.

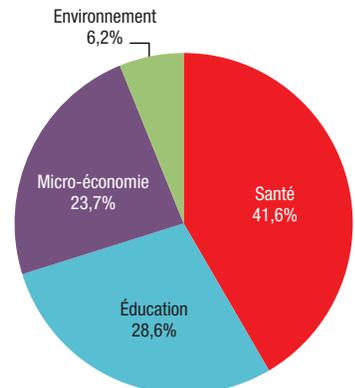
Aide Humanitaire d'Urgence : contribution volontaire en réponse à des crises humanitaires ou des catastrophes naturelles.

Le partenariat avec les ONG monégasques : co-financement de projets et renforcement des compétences. Un soutien est également apporté à deux collectifs : Monaco Collectif Humanitaire (hospitalisation en Principauté d'enfants dont les pathologies ne sont pas opérables dans leur pays d'origine) et Monaco Collectif Haïti (construction de l'école Prince Albert II à Port-au-Prince).

Répartition de l'APD par canal d'intervention - 2014



Détail de l'APD par domaine d'intervention prioritaire - 2014



Détail de l'APD par domaine d'intervention prioritaire

Domaine d'intervention	2010	2011	2012	2013	2014
Santé	3 018	2 867	3 015	3 220	3 044
Éducation	968	1 813	1 912	1 581	2 094
Micro-économie	559	713	657	650	1 733
Environnement	1 046	1 186	653	367	451
Total	5 591	6 578	6 238	5 819	7 321

Unité : milliers d'euros

2.9. Finances publiques

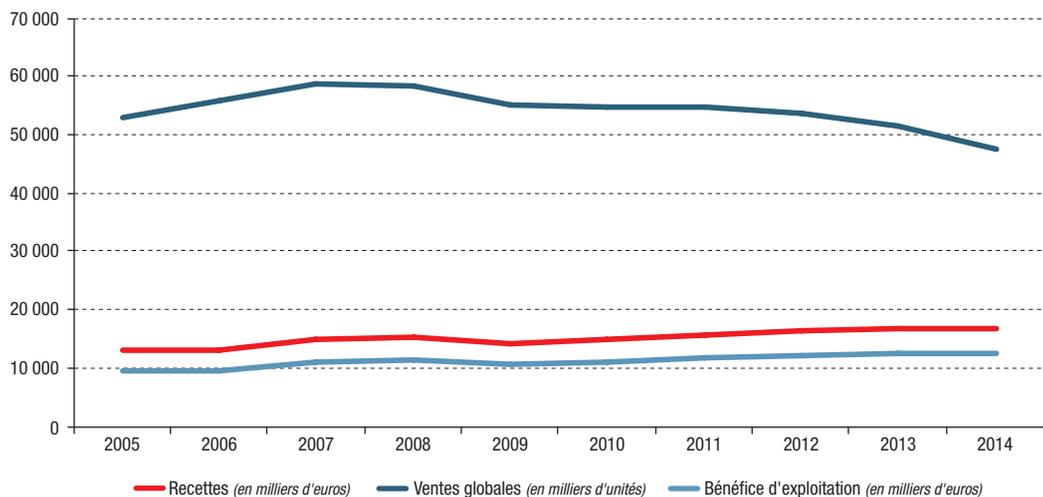
Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

2.9.6. Monopoles exploités par l'État

A. Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

	Résultats budgétaires			
	Unités vendues (en milliers d'unité)	Recettes (en euro)	Bénéfice (en euro)	Poids
2004	51 148	12 717 460	9 205 829	72,4%
2005	53 070	13 199 055	9 655 526	73,2%
2006	55 763	13 647 532	10 016 208	73,4%
2007	58 866	14 874 838	11 047 087	74,3%
2008	58 426	15 262 997	11 414 850	74,8%
2009	55 051	14 168 889	10 482 362	74,0%
2010	54 712	14 835 347	11 069 825	74,6%
2011	54 564	15 597 577	11 658 795	74,7%
2012	53 535	16 394 169	12 261 879	74,8%
2013	51 404	16 899 551	12 640 288	74,8%
2014	47 663	16 586 317	12 453 145	75,1%

Comparatif des recettes budgétaires et des ventes



Vente de tabacs en 2014 (marché intérieur)

Types Principaux	Unités	Poids	Valeurs ventes	Poids
Cigarettes	44 525	93,4%	15 248	85,1%
Cigares	150	0,3%	1 700	9,5%
Cigarillos	1 144	2,4%	560	3,1%
Tabacs à rouler	1 255	2,6%	311	1,7%
Tabacs à pipe	108	0,2%	24	0,1%
Tabacs à narguilé	481	1,0%	66	0,4%
Total	47 663	100,0%	17 909	100%

Unité : milliers

Par rapport à 2013, les ventes de tabacs ont augmenté en valeur de 3,2 % et baissé en volume de 7,3 %.

2.9. Finances publiques

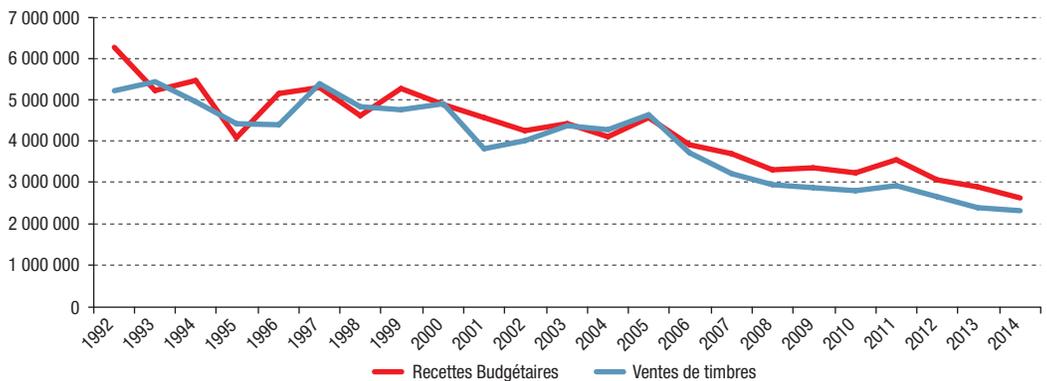
Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

B. Office des Émissions de Timbres-Poste

Comparatif des recettes budgétaires

	Ventes de timbres	Valeur émission	Recettes budgétaires
1992	5 226 229	44,77	6 279 642
1993	5 448 631	48,77	5 222 395
1994	4 951 326	45,43	5 472 486
1995	4 416 681	46,31	4 078 311
1996	4 382 451	43,39	5 149 182
1997	5 383 898	47,76	5 309 080
1998	4 818 323	48,88	4 616 389
1999	4 750 810	48,01	5 271 197
2000	4 894 906	46,02	4 887 625
2001	3 812 108	52,37	4 579 559
2002	4 006 205	48,03	4 254 113
2003	4 375 480	53,99	4 422 025
2004	4 267 049	49,08	4 112 848
2005	4 639 357	58,30	4 562 556
2006	3 703 926	53,02	3 918 893
2007	3 212 570	55,76	3 686 834
2008	2 935 421	54,55	3 317 716
2009	2 858 226	55,89	3 361 106
2010	2 799 330	56,12	3 243 211
2011	2 907 258	58,97	3 548 141
2012	2 639 610	59,68	3 068 787
2013	2 388 815	60,17	2 899 841
2014	2 332 216	62,66	2 640 901

Résultats budgétaires



C. Autres monopoles exploités par l'État

Voir chapitre 3.8. Transports et circulation

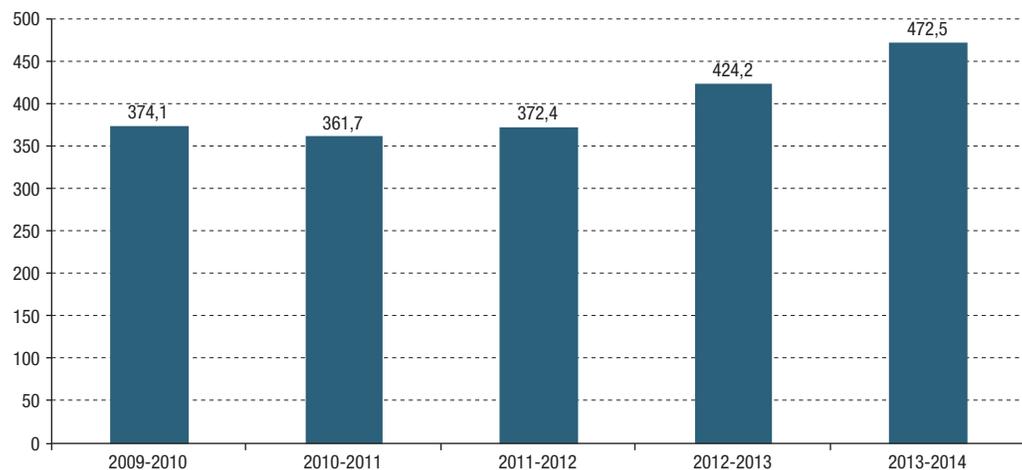
2.9. Finances publiques

Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

2.9.7. Monopoles concédés par l'État

A. Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Évolution du chiffre d'affaires



Unité : millions d'euros

Total jeux 2013-2014 : 207,9 millions d'euros (43% du chiffre d'affaires total).

Total des travaux et acquisitions d'immobilisation (hors investissements financiers) : 79,6 millions d'euros.

Effectif au 31 mars	2010	2011	2012	2013	2014
Cadres	523	549	558	607	623
Agents de maîtrise	183	185	181	989	181
Employés	2 798	2 903	2 940	2 448	3 332
Total Agents	3 504	3 637	3 679	4 044	4 137

B. Autres monopoles concédés par l'État

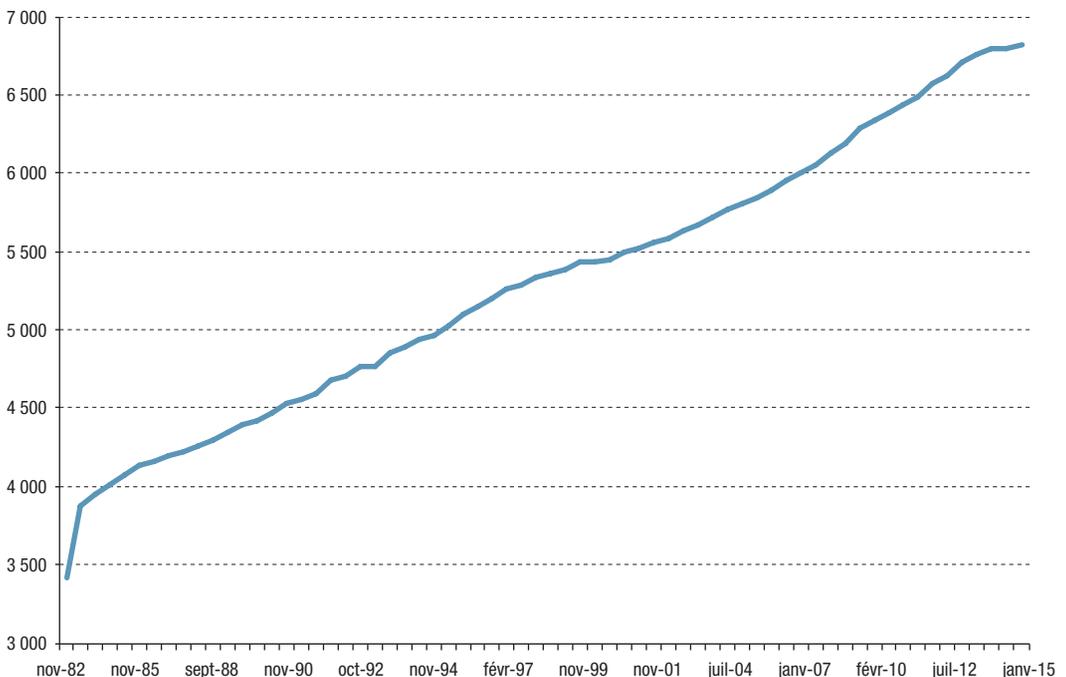
Voir chapitres 3.8. Transports et circulation 3.9. Communications et 3.10. Énergie.

2.9. Finances publiques

Source : Direction du Budget et Trésor

2.9.8 . Évolution des traitements de la Fonction publique

	Évolution	Majoré 100 (en euro)	Observations
01/01/05	0,80%	5 809,28	
01/07/05	0,60%	5 844,14	Plus 1 point réel
01/01/06	0,80%	5 890,89	
01/07/06	1,00%	5 949,80	
01/01/07	0,80%	5 997,40	
01/07/07	0,80%	6 045,38	
01/01/08	1,30%	6 123,97	I.P.B.I. augmentée de 6 points
01/07/08	1,00%	6 185,21	+ 2 points de l'indice 330 à 500 inclus (CG du 13 mars 2008 effet financier 01/01/2008)
01/01/09	1,60%	6 284,17	+ 3 points jusqu'à l'indice 329 et 1 point de l'indice 330 à 500
01/01/10	0,80%	6 334,44	
01/07/10	0,80%	6 385,12	
01/01/11	0,80%	6 436,20	
01/07/11	0,80%	6 487,69	
01/01/12	1,30%	6 572,03	
01/07/12	0,80%	6 624,61	
01/01/13	1,30%	6 710,73	
01/07/13	0,70%	6 757,71	
01/01/14	0,50%	6 791,50	
01/01/15	0,50%	6 825,46	



2.10. Commerce extérieur

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

2.10.1. Échanges commerciaux⁽¹⁾

Après le repli enregistré en 2012 (-8 %), et la forte hausse de 2013 (+46 %), le volume global des échanges se stabilise (+1 %).

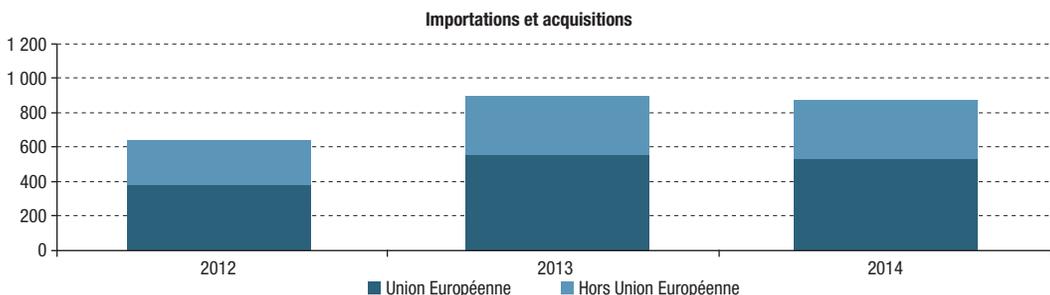
Les exportations continuent de progresser (+4 %) tandis que les importations diminuent légèrement (-3 %). L'excédent commercial (+6,6 M€ en 2013) est proche des 80 M€.

Malgré la baisse des échanges avec l'Union européenne (-3 % pour les acquisitions et -6 % pour les livraisons), cette dernière reste le partenaire privilégié de la Principauté avec 54 % du volume global des échanges.

Le secteur de la Fabrication d'autres produits industriels représente 67 % des achats (+10 %) et 58 % des ventes (+14 %).

Les échanges avec la zone Europe se stabilisent à un niveau très élevé (71 %).

	Exportations et livraisons	% export UE	Importations et acquisitions	% import UE
2012	721,2	54,3%	782,3	59,2%
2013	1 098,3	51,2%	1 091,7	61,8%
2014	1 141,6	46,1%	1 061,8	61,5%



Unité : millions d'euros

⁽¹⁾ Hors France

2.10. Commerce extérieur

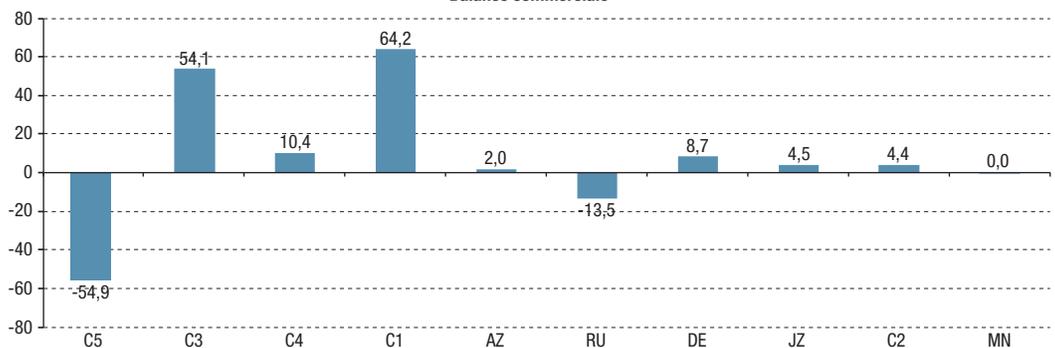
Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

2.10.2. Échanges commerciaux par type de produits

Code	Export	2013	Poids	2014	Poids	Variation
C5	Fabrication d'autres produits industriels	579,8	52,8%	658,4	57,7%	↗
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	194,3	17,7%	151,1	13,2%	↘
C4	Fabrication de matériels de transport	153,9	14,0%	132,0	11,6%	↘
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	117,6	10,7%	125,9	11,0%	↗
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	15,6	1,4%	25,7	2,3%	↗
RU	Autres activités de services	19,7	1,8%	25,7	2,2%	↗
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,9	0,4%	10,4	0,9%	↗
JZ	Information et communication	8,7	0,8%	7,9	0,7%	↘
C2	Cokéfaction et raffinage	4,8	0,4%	4,4	0,4%	↘
MN	Activités scientifiques et techniques services administratifs et de soutien	0,0	0,0%	0,0	0,0%	↗
Total		1 098,3	100%	1 141,6	100%	↗

Code	Import	2013	Poids	2014	Poids	Variation
C5	Fabrication d'autres produits industriels	649,6	59,5%	713,3	67,2%	↗
C4	Fabrication de matériels de transport	161,9	14,8%	121,7	11,5%	↘
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	171,8	15,7%	97,0	9,1%	↘
C1	Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	52,2	4,8%	61,7	5,8%	↗
RU	Autres activités de services	27,7	2,5%	39,1	3,7%	↗
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	21,1	1,9%	23,7	2,2%	↗
JZ	Information et communication	4,7	0,4%	3,5	0,3%	↘
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,5	0,2%	1,7	0,2%	↘
C2	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,0%	0,0	0,0%	↘
MN	Activités scientifiques et techniques services administratifs et de soutien	0,0	0,0%	0,0	0,0%	↘
Total		1 091,7	100%	1 061,8	100%	↘

Balance commerciale

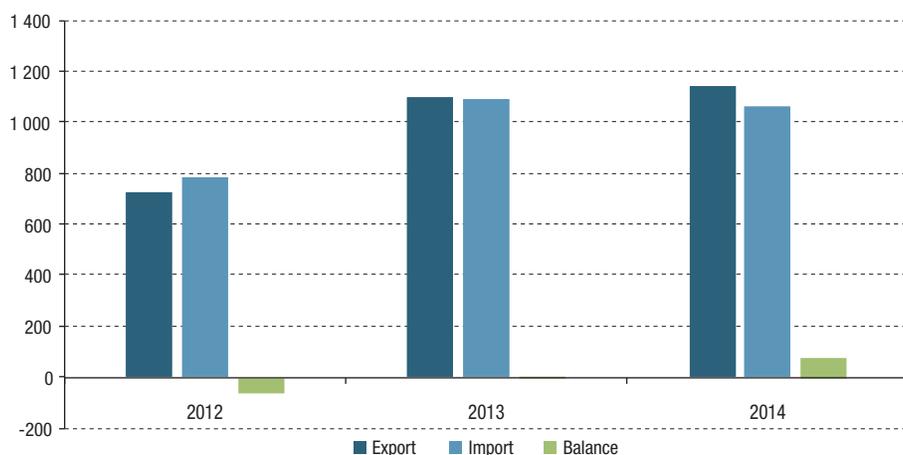


Unité : millions d'euros

2.10. Commerce extérieur

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

2.10.3. Balance commerciale



Balance commerciale 2012

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
Total	721,2	782,3	-61,1	92,2%
UE ⁽¹⁾	391,7	463,0	-71,3	84,6%
Hors UE	329,4	319,3	10,2	103,2%

Balance commerciale 2013

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
Total	1 098,3	1 091,7	6,6	100,6%
UE ⁽¹⁾	562,2	674,9	-112,8	83,3%
Hors UE	536,1	416,7	119,4	128,6%

Balance commerciale 2014

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
Total	1 141,6	1 061,8	79,8	107,5%
UE ⁽¹⁾	526,3	653,2	-127,0	80,6%
Hors UE	615,3	408,6	206,8	150,6%

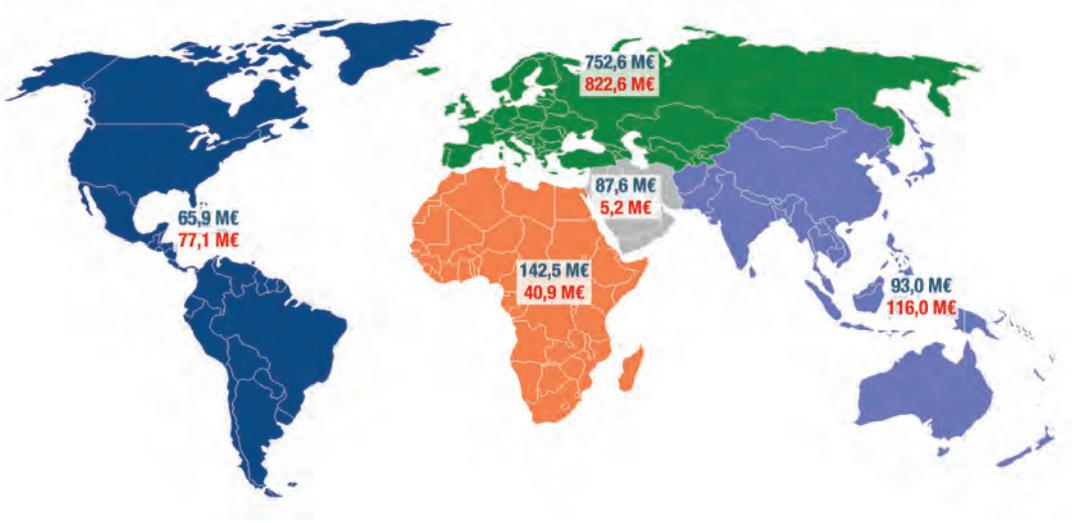
Unité : millions d'euros

⁽¹⁾ UE à 28 hors France

2.10. Commerce extérieur

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

2.10.4. Échanges commerciaux par zone géographique



Exportations	2012	2013	2014	Poids
Europe	455,0	743,4	752,6	67,7%
Afrique	138,6	145,0	142,5	13,2%
Asie	53,2	105,7	93,0	9,6%
Proche et Moyen-Orient	18,2	23,6	87,6	2,2%
Amérique	56,2	80,5	65,9	7,3%
Total	721,2	1 098,3	1 141,6	100%

Importations	2012	2013	2014	Poids
Europe	551,7	834,1	822,6	76,4%
Asie	145,5	165,1	116,0	15,1%
Amérique	42,8	50,7	77,1	4,6%
Afrique	39,7	38,2	40,9	3,5%
Proche et Moyen-Orient	2,7	3,6	5,2	0,3%
Total	782,3	1 091,7	1 061,8	100%

Unité : millions d'euro

2.10. Commerce extérieur

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

2.10.5. Échanges commerciaux par pays

Exportations	2013		2014		Variation
Suisse	124,4	11,3%	185,2	16,9%	48,9%
Italie	135,8	12,4%	106,4	9,7%	-21,7%
Allemagne	123,2	11,2%	105,2	9,6%	-14,6%
Royaume-Uni	80,6	7,3%	95,7	8,7%	18,6%
Liban	1,7	0,2%	63,0	5,7%	3 598,9%
Espagne	54,2	4,9%	49,9	4,5%	-8,0%
Hong Kong	20,3	1,8%	42,3	3,9%	108,6%
Belgique	53,9	4,9%	41,6	3,8%	-22,7%
Pays-Bas	26,6	2,4%	38,8	3,5%	46,1%
États-Unis (EUAN)	35,9	3,3%	38,4	3,5%	7,0%
Algérie	24,8	2,3%	22,0	2,0%	-11,2%
Nouvelle-Calédonie	24,6	2,2%	17,0	1,5%	-31,0%
Tunisie	19,1	1,7%	16,9	1,5%	-11,4%
Chine	48,6	4,4%	16,2	1,5%	-66,7%
Portugal	12,0	1,1%	12,6	1,1%	4,5%
Côte-d'Ivoire	8,7	0,8%	12,3	1,1%	41,5%
Gabon	14,3	1,3%	12,2	1,1%	-14,9%
Pologne	12,4	1,1%	11,5	1,0%	-7,0%
Bésil	15,3	1,4%	10,6	1,0%	-30,8%
Congo	12,2	1,1%	9,9	0,9%	-19,4%
Autres pays	249,8	22,7%	234,0	21,3%	-6,3%
Total	1 098,3	100%	1 141,6	100%	3,9%

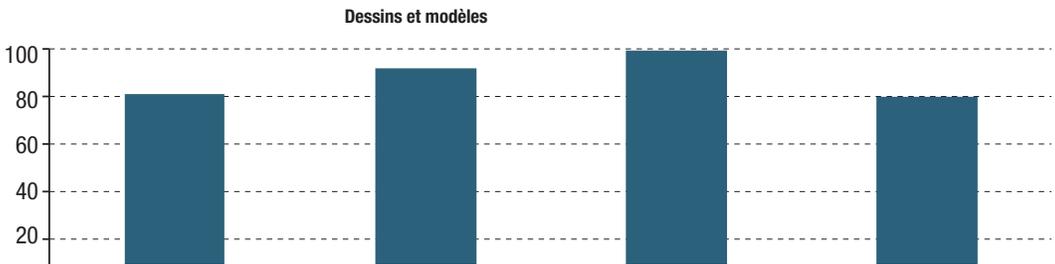
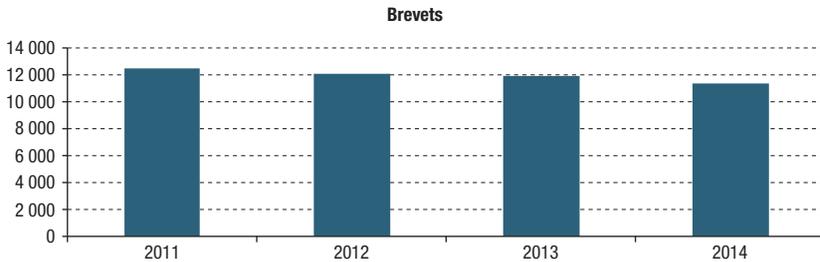
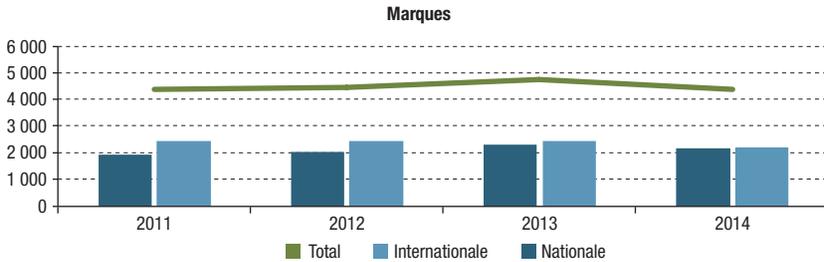
Importations	2013		2014		Variation
Italie	281,2	25,6%	291,3	26,5%	3,6%
Royaume-Uni	129,3	11,8%	127,9	11,6%	-1,1%
Allemagne	71,7	6,5%	66,0	6,0%	-8,0%
Suisse	51,4	4,7%	60,1	5,5%	16,9%
États-Unis (EUAN)	34,9	3,2%	58,6	5,3%	68,1%
Belgique	51,7	4,7%	51,1	4,7%	-1,2%
Chine	75,4	6,9%	44,8	4,7%	-40,6%
Espagne	33,6	3,1%	29,1	4,1%	-13,4%
Tunisie	29,1	2,7%	27,8	2,6%	-4,6%
Hong Kong	18,1	1,6%	23,7	2,5%	31,0%
Irlande	27,9	2,5%	23,4	2,2%	-16,0%
Vietnam	14,0	1,3%	15,2	2,1%	8,8%
Pays-Bas	13,7	1,2%	10,5	1,4%	-23,3%
Pologne	8,6	0,8%	10,5	1,0%	21,4%
Turquie	6,1	0,6%	7,8	1,0%	27,5%
Autriche	6,7	0,6%	7,5	0,7%	12,7%
République tchèque	7,0	0,6%	7,5	0,7%	7,6%
Portugal	5,2	0,5%	7,4	0,7%	41,6%
Bangladesh	9,5	0,9%	6,5	0,7%	-31,8%
République dominicaine	6,1	0,6%	5,9	0,6%	-2,9%
Autres pays	210,4	19,2%	179,1	0,5%	-14,8%
Total	1 091,7	100%	1 061,8	100%	-2,7%

Unité : millions d'euros

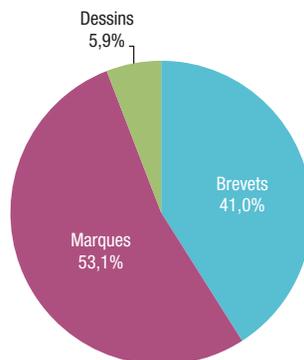
2.11. Propriété Intellectuelle, Marques et Brevets, Dessins et Modèles

Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

2.11.1. Dossiers gérés par l'Office par domaine



2.11.2. Activité des titres de propriétés industrielle en Principauté



Données au 07/04/2015.

